



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de règlement grand-ducal 6537

Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées

Date de dépôt : 30-01-2013

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
30-01-2013	Déposé	6537/00	<u>3</u>
19-03-2013	Avis de la Chambre des Métiers (6.3.2013)	6537/01	<u>18</u>
26-07-2013	Addendum (26.7.2013) Fiche financière	6537/0A	<u>23</u>
01-10-2013	Avis de la Conférence des Présidents (01-10-2013)	6537/02	<u>26</u>
09-07-2013	Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances Procès verbal (23) de la reunion du 9 juillet 2013	23	<u>29</u>
05-02-2014	Publié au Mémorial A n°15 en page 138	6537	<u>37</u>

6537/00

N° 6537

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL**

**portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre
2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003
relative aux personnes handicapées**

* * *

*(Dépôt: le 30.1.2013)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Ministre aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (29.1.2013).....	2
2) Exposé des motifs	2
3) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	2
4) Commentaire de l'article unique.....	4
5) Avis du Conseil d'Etat (11.12.2012)	6
6) Avis du Conseil Supérieur des Personnes Handicapées (novembre 2012)	8
7) Avis de la Chambre des Salariés (25.10.2012)	9
8) Avis de la Chambre de Commerce (23.10.2012)	12
9) Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (8.10.2012).....	13
10) Avis de la Chambre d'Agriculture	
– Dépêche du Président de la Chambre d'Agriculture au Ministre de la Famille et de l'Intégration (2.1.2013).....	13

*

**DEPECHE DE LA MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

(29.1.2013)

Monsieur le Président,

A la demande de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins en annexe le texte du projet, l'exposé des motifs ainsi que le commentaire des articles, un texte coordonné du règlement grand-ducal sous rubrique au 20 janvier 2013, l'avis du Conseil d'Etat du 11 décembre 2012, les avis du Conseil supérieur des personnes handicapées, de la Chambre des Salariés, de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics et de la Chambre d'Agriculture.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération,

*La Ministre aux Relations
avec le Parlement,*
Octavie MODERT

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent avant-projet de règlement grand-ducal est destiné à modifier le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées afin de tenir compte des modifications apportées à la prédite loi par la loi du 16 décembre 2011 portant modification 1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 2. du Code du travail; 3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail. S'y ajoutent des modifications terminologiques relatives à des expressions qui sont susceptibles de prêter à confusion ainsi que des précisions et changements mineurs pour prendre en considération les expériences des différents acteurs acquises au cours des dernières années depuis l'entrée en vigueur du règlement du 7 octobre 2004.

*

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Article unique. Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées est modifié comme suit:

- 1° a) Le terme „travailleur“ est remplacé dans tout le règlement par le terme „salarié“, pour autant qu'il s'agisse d'un nom et qu'il équivaut au terme „salarié“.
 - b) L'expression „Administration de l'emploi“ est remplacée dans tout le texte, pour autant qu'il ne s'agisse pas d'une référence à une loi ou un règlement, par celle d'„Agence pour le développement de l'emploi“.
- 2° Dans le premier et le dernier alinéa de l'article 2, les termes „ou le secrétaire adjoint“ sont rajoutés après les mots „le secrétaire“.

Le tableau intégré à l'article 2 est remplacé par le tableau suivant:

	<i>Fonctionnaire/ Employé d'Etat</i>	<i>Salarié/ Indépendant</i>
Président	30 €/séance	60 €/heure
Membre	25 €/séance	50 €/heure
Expert	25 €/séance	50 €/heure
Secrétaire (adjoint)	25 €/séance	/

3° L'article 4 est modifié comme suit:

- a) Au paragraphe 2 de l'article 4, le mot „modifiée“ est ajouté après le mot „loi“.
- b) A la dernière phrase du paragraphe 3, les termes „ou le secrétaire adjoint“ sont insérés après les mots „le secrétaire“.

4° L'article 5 du règlement est modifié comme suit:

- a) le paragraphe (1), 1°, point a), tiret 2, est modifiée de la manière suivante: „une autorisation de travail valable établie conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et au règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 fixant les conditions et modalités relatives à la délivrance d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié“
- b) au paragraphe (1), 1°, point a), tiret 5, le mot „récente“ est remplacé par la partie de phrase „en cours de validité“
- c) le paragraphe (1), point b) est modifié ainsi:
 - „b) si le requérant ne travaille pas auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois, sa demande est accompagnée des pièces suivantes:
 - un certificat de résidence datant de moins de trois mois délivré par la commune de la résidence du requérant et établissant que le requérant y est domicilié et y réside effectivement
 - la preuve d'un droit de séjour pour la durée de plus de trois mois, conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, pour les ressortissants d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen, pour les ressortissants de la Confédération suisse ainsi que pour les membres de leur famille tels que définis à l'article 12 de la même loi
 - un titre de séjour en cours de validité autorisant les ressortissants de pays tiers à exercer une activité salariale et/ou indépendante
 - toute pièce renseignant sur la qualification professionnelle du requérant telle notamment des certificats d'étude ou de formation, des diplômes, des indications sur les travaux et les fonctions exercées par le requérant avant le dépôt de sa demande
 - un engagement écrit du requérant qu'il est disponible pour un emploi
 - un certificat d'affiliation établi par le Centre Commun de la Sécurité sociale“.

5° A l'article 8, les termes „ou le secrétaire adjoint“ sont insérés après les mots „ensemble avec le secrétaire“.

6° La première phrase de l'article 9 est modifiée comme suit: „Dès que la décision d'attribution de la qualité de salarié handicapé prise par la Commission médicale est devenue définitive, le salarié handicapé est tenu à se faire inscrire au service en charge du développement de l'emploi et de la formation et au service des salariés handicapés de l'Agence pour le développement de l'emploi ou auprès de l'une de ses agences.“

7° A l'article 10, paragraphe (1), le point 5° est modifié comme suit: „un certificat de résidence datant de moins de trois mois délivré par la commune de résidence du requérant et établissant que le requérant y est domicilié et y réside effectivement. En outre, le requérant doit:

- rapporter la preuve d'un droit de séjour de plus de trois mois, conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ou de la Confédération suisse;
- rapporter la preuve qu'il était en séjour régulier au Luxembourg pendant la période de cinq ans, prise en considération, conformément au paragraphe 2, alinéa 2 de l'article 1er de la loi, s'il est ressortissant d'un Etat autre que ceux visés à l'alinéa ci-avant“.

8° Au premier paragraphe de l'article 12, les termes „ou le secrétaire adjoint“ sont insérés après la partie de phrase „avec le secrétaire“.

9° A l'article 14, la partie de phrase „et 30“ est insérée devant les termes „de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti“.

10° Dans le premier et le dernier alinéa de l'article 16, les termes „ou le secrétaire adjoint“ sont rajoutés après les mots „le secrétaire“.

Le tableau intégré à l'article 16 est remplacé par le tableau suivant:

	<i>Fonctionnaire/ Employé d'Etat</i>	<i>Salarié/ Indépendant</i>
Président	30 €/séance	/
Membre	25 €/séance	50 €/heure
Expert	25 €/séance	50 €/heure
Secrétaire (adjoint)	25 €/séance	/

11° Le premier alinéa de l'article 19 est modifié comme suit: „Après avoir reçu communication du dossier administratif du requérant de la part du secrétaire ou du secrétaire adjoint de la Commission médicale conformément à l'article 9 ci-avant, le secrétaire ou le secrétaire adjoint de la COR accuse réception du dossier, qui est marqué de la date d'entrée auprès de la COR.“

12° Le quatrième tiret de l'article 20 est reformulé comme suit: „du bilan médical établi par le médecin du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi portant indication du taux de la diminution de la capacité de travail du requérant et se prononçant sur son aptitude à exercer un emploi sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé de même que sur l'évaluation de ses capacités de travail résiduelles, ainsi que sa proposition, s'il y a lieu, de mesures d'orientation vers un emploi sur le marché ordinaire ou dans un atelier protégé,“.

13° A l'article 23, les termes „ou le secrétaire adjoint“ sont insérés après la partie de phrase „ensemble avec le secrétaire“.

14° L'avant-dernier alinéa du premier paragraphe de l'article 25 prend la teneur suivante: „La participation de l'Etat au salaire du salarié handicapé guidé vers le marché de travail ordinaire variera entre 40% et 100% du salaire brut, y compris la part patronale des cotisations de sécurité sociale. Pour les salariés handicapés engagés dans un atelier protégé, l'Etat participe au salaire à raison de 100% du montant, tel que déterminé au 1er paragraphe de l'article 21 de la loi.“

15° Au point 5° du paragraphe (1) de l'article 32, la partie de phrase „le service de placement de l'administration de l'emploi“ est remplacée par „le service en charge du développement de l'emploi et de la formation“.

16° L'article 33, paragraphe 1, alinéa 1, est modifié comme suit: „Pour les demandes en réexamen des décisions d'orientation de la Commission d'orientation, la Commission spéciale instituée par l'article L.527-1, paragraphe (2) du Code du travail, est complétée, au besoin et suivant les cas par:“

*

COMMENTAIRE DE L'ARTICLE UNIQUE

Point 1°

Ces changements terminologiques ont été rendus nécessaires par l'entrée en vigueur au 1er janvier 2009 de la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé respectivement par l'entrée en vigueur de la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi.

Point 2°

La Commission médicale siège en moyenne 25 fois par an. La nomination d'un secrétaire adjoint est nécessaire afin d'éviter que ladite commission ne soit dans l'impossibilité de siéger en cas d'absence du secrétaire.

Actuellement, les médecins de la Commission médicale assistent uniquement par intérêt personnel. Or, étant donné le nombre important de sessions de cette commission, soit 25 par an, il devient de plus en plus difficile de réunir assez de médecins pour pouvoir siéger. Afin de prendre en charge une partie du manque à gagner des médecins non fonctionnarisés et d'honorer leur engagement, il semble judicieux d'augmenter le montant de l'indemnité spéciale qui est accordée par heure de présence aux

membres salariés/indépendants de la commission. Le montant de l'indemnité nouvelle s'inspire de l'indemnité accordée aux membres non fonctionnaires de la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation instituée dans le cadre de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, qui est fixée à 100,- € par séance.

Point 3°

- a) sans commentaire
- b) cf. premier alinéa du commentaire sous point 2°.

Point 4

Les modifications apportées au niveau de l'article 5 ont pour objet d'éviter toute confusion au niveau de l'application de certains textes législatifs. Elles tiennent compte de l'évolution de la législation intervenue au cours des dernières années en matière d'emploi des travailleurs étrangers au Luxembourg et notamment de l'abrogation de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère et du règlement grand-ducal du 12 mai 1972 déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg et de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

En ce qui concerne les fiches d'aptitude, il est proposé de remplacer l'expression „fiche d'aptitude récente“ par „fiche d'aptitude en cours de validité“ afin d'éviter une prolongation inutile de la procédure par la présentation de fiches d'aptitude qui pourraient être considérées comme récentes mais qui ne sont plus en cours de validité.

Les modifications apportées au niveau du paragraphe (1), point b) prennent en compte les changements apportés par la loi du 16 décembre 2011 portant modification 1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 2. du Code du travail; 3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail (ci-après loi du 16 décembre 2011) au niveau des articles 1 et 4 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

Il s'agit notamment de la suppression, pour les demandeurs du statut de salarié handicapé, de la condition de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi auprès des bureaux de placement de l'Agence pour le développement de l'emploi et de la formation (bureaux coordonnés par le service en charge du développement de l'emploi et de la formation). Cette modification s'explique notamment par les nombreuses contraintes liées à cette obligation pour le demandeur du statut de salarié handicapé alors qu'il n'est, au moment de sa demande, pas nécessairement à la recherche d'un emploi.

Point 5°

Cf. premier alinéa du commentaire sous point 2.

Point 6°

Ces changements doivent être lus en parallèle avec les modifications apportées au niveau de l'article 5 du règlement et plus particulièrement avec la suppression, pour les demandeurs du statut de salarié handicapé à la recherche d'un emploi, de la condition de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi auprès du service assurant le développement de l'emploi et de la formation.

Point 7°

Cette modification a pour objet d'aligner les dispositions du présent règlement à celles de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et soumet les demandeurs du revenu pour personnes gravement handicapées aux mêmes conditions que celles auxquelles doivent se conformer les demandeurs du revenu minimum garanti.

Point 8°

Cf. premier alinéa du commentaire sous point 2.

Point 9°

Cet ajout a pour objet l'introduction, par la loi du 16 décembre 2011, d'une garantie obligatoire de l'obligation de restitution du revenu pour personnes gravement handicapées au moyen d'une hypothèque légale.

Point 10°

La Commission d'orientation et de reclassement professionnel (COR) siège en moyenne 12 fois par an. La nomination d'un secrétaire adjoint est nécessaire afin d'éviter que ladite commission ne soit dans l'impossibilité de siéger en cas d'absence du secrétaire.

L'augmentation du montant de l'indemnité spéciale qui est accordée par heure de présence aux membres non fonctionnaires de la COR s'explique par analogie aux changements apportés à l'article 2 en ce qui concerne les indemnités accordées aux membres de la Commission médicale.

Point 11°

Cf. premier alinéa du commentaire sous point 2.

Point 12°

Un document attestant l'évaluation des capacités de travail résiduelles du requérant constituerait un outil supplémentaire précieux pour les agents du service des salariés handicapés en vue de l'augmentation des chances d'une (ré)intégration professionnelle durable des clients.

Point 13°

Cf. premier alinéa du commentaire sous point 2.

Point 14°

Cette modification a pour objet de préciser que les règles et conditions déterminant la participation de l'Etat au salaire brut du salarié handicapé guidé vers le marché de travail ordinaire restent inchangées. Or, suite aux modifications apportées en décembre 2011 à la loi modifiée du 12 septembre 2003, l'Etat participe dorénavant, dans tous les cas, à raison de 100% au salaire du salarié handicapé engagé dans un atelier protégé.

Point 15°

Ce changement terminologique a été rendu nécessaire par l'entrée en vigueur de la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi.

Point 16°

Cette modification s'explique par l'abolition, par la loi du 16 décembre 2011, de la possibilité de réexamen des questions d'ordre médical par la Commission spéciale de réexamen qui a été remplacée par la possibilité d'un recours direct devant le Conseil arbitral de la sécurité sociale et le Conseil supérieur de la sécurité sociale.

*

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(11.12.2012)

Par dépêche du 10 septembre 2012, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Au texte du projet, élaboré par la ministre de la Famille et de l'Intégration, étaient joints un exposé des motifs, un commentaire des articles, une fiche financière ainsi qu'une fiche d'évaluation d'impact.

Les avis de la Chambre des fonctionnaires et des employés publics, de la Chambre des salariés et de la Chambre de commerce sont parvenus au Conseil d'Etat par dépêches respectives des 12 octobre, 2 et 13 novembre 2012.

Le Conseil d'Etat constate qu'il a été saisi d'un texte erronément intitulé „avant-projet de règlement grand-ducal“ au lieu de „projet de règlement grand-ducal“.

Le texte en projet n'apporte que certaines adaptations au règlement grand-ducal du 7 octobre 2004, pour tenir compte surtout de modifications légales, sans en mettre en cause ni la structure ni le fond.

Quant à la forme, le Conseil d'Etat a plusieurs observations à formuler:

Préambule

Tout projet de règlement grand-ducal doit obligatoirement être muni d'un préambule comportant l'indication de son fondement légal et la preuve de sa régularité formelle. Le Conseil d'Etat relève que le projet de règlement grand-ducal sous rubrique en est dépourvu.

Il y a lieu de compléter le projet de règlement grand-ducal par un préambule qui se lira dès lors comme suit:

„Vu l'article L.527-1 du Code du travail;

Vu la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et notamment ses articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 14, 16, 17, 29, 32 et 33;

[Vu l'avis du Conseil supérieur des personnes handicapées;]

Vu les avis de la Chambre des métiers, de la Chambre de commerce et de la Chambre des fonctionnaires et des employés publics;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Notre Ministre du Travail et de l'Emploi et après délibération du Gouvernement en conseil;“

Le Conseil d'Etat ignore si le Gouvernement a soumis le présent projet pour avis au Conseil supérieur des personnes handicapées conformément à l'article 34, paragraphe 2, point c) de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. Le cas échéant, il y aura lieu de compléter le préambule en ce sens.

Le Conseil d'Etat attire l'attention des auteurs du texte sous avis sur obligation de l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des députés en vertu de l'article 8, alinéa 4 de la loi précitée du 12 septembre 2003.

Quant à la structure du texte sous avis, il y a lieu de le compléter par un article relatif à la formule exécutoire qui désigne le ministre chargé de l'exécution du règlement grand-ducal.

Le dispositif comportera donc 2 articles, libellés comme suit:

„**Art. 1er.** Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées est modifié comme suit:

1° (...)

Art. 2. Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration est chargé de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.“

Le point 1° b) est superfétatoire et partant à supprimer, alors que suivant l'article 9, paragraphe 1 de la loi du 18 janvier 2012 portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi les termes „Administration de l'Emploi“ sont remplacés par les termes „Agence pour le développement de l'emploi“ dans l'ensemble des dispositions du Code du travail ainsi que dans toutes les lois et leurs règlements d'exécution en vigueur. Le Conseil d'Etat relève à cet égard que lors de la publication d'une version coordonnée du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées le toilettage du texte s'impose.

La même observation vaut pour le point 15°, alors que la modification est intervenue en vertu de l'article 9, paragraphe 2 de la loi précitée du 18 janvier 2012.

Selon l'exposé des motifs, les auteurs estiment que la nomination d'un secrétaire adjoint est nécessaire „afin d'éviter que la commission ne soit dans l'impossibilité de siéger en cas d'absence du secrétaire“. De l'avis du Conseil d'Etat, il est superfétatoire de compléter le règlement grand-ducal précité du 7 octobre 2004 par un tel ajout, alors que le secrétaire de la commission n'en est pas membre. Son absence éventuelle n'empêche dès lors pas la commission ni de siéger ni, *a fortiori*, de délibérer. Par ailleurs, l'article 32 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ne prévoit pas une nomination particulière d'un secrétaire, mais se limite uniquement à préciser que le secrétariat est assuré par „un agent du service des travailleurs handicapés de l'Administration de l'Emploi“.

Les points 2° (première phrase), 3° b), 5°, 8°, 10° (première phrase) et 13°, ainsi qu'au point 11° les termes „ou du secrétaire adjoint“ et „ou le secrétaire adjoint“, sont dès lors à supprimer. La numérotation de l'article unique (1er selon le Conseil d'Etat) est à adapter en conséquence.

Quant aux augmentations des indemnités prévues aux points 2° et 10° du présent projet, le Conseil d'Etat tient d'abord à rappeler son avis du 11 mai 2004 relatif au règlement grand-ducal précité du 7 octobre 2004 où il avait mis en doute l'existence d'une base légale suffisante permettant d'allouer des indemnités aux membres de la commission, aux secrétaires et aux experts qui assistent à leur réunion.

Ensuite, le Conseil d'Etat se permet également de renvoyer à son avis de ce jour relatif au projet de règlement grand-ducal instituant une Commission de la documentation hospitalière et déterminant le système de documentation médicale hospitalière à mettre en place, où il s'interroge, d'une part, sur le bien-fondé de l'attribution d'une indemnité supplémentaire dont bénéficieraient des agents de l'Etat lorsqu'ils sont amenés à assister à une réunion d'une commission consultative. D'autre part, il y est fait mention de la décision prise par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 19 octobre 2012, séance au cours de laquelle il a été rappelé que le principe de la réduction de 25% du montant de ce type d'indemnités avait été retenu au cours des discussions budgétaires.

Partant, le Conseil d'Etat propose, conformément à la prédite décision du 19 octobre 2012, de supprimer les points 2° et 10°.

Le point 3°, a) tendant à préciser que la loi de 2003 a été modifiée est également à supprimer, alors que les références sont dynamiques, c'est-à-dire modifiées de manière implicite du fait même de l'entrée en vigueur de nouveaux textes, elles n'ont pas besoin d'être adaptées explicitement lorsque l'acte auquel elles se réfèrent est modifié.

Pour des raisons stylistiques, le point 9° est à reformuler comme suit: „A l'article 14, la partie de phrase „des articles 26, 27, 28(2) et 28(3)“ est à remplacer par „des articles 26, 27, 28(2), 28(3) et 30“.

Enfin, le Conseil d'Etat suggère de redresser une erreur matérielle à l'endroit de l'intitulé de la section 3 du chapitre 2 du règlement grand-ducal précité du 7 octobre 2004 en citant correctement la loi précitée du 12 septembre 2003 en remplaçant les termes „aux travailleurs handicapés“ par „aux personnes handicapées“.

Quant au fond, le Conseil d'Etat n'a pas d'observation particulière à formuler.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 décembre 2012.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

*

AVIS DU CONSEIL SUPERIEUR DES PERSONNES HANDICAPEES

(Novembre 2012)

Saisi pour avis par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, le Conseil Supérieur des Personnes Handicapées a examiné l'avant-projet de règlement grand-ducal sous objet.

Après l'analyse des articles de l'avant-projet, le CSPH soutient les modifications proposées.

*Pour le Conseil Supérieur
des Personnes Handicapées,*

Le Président,
Mario HUBERTY

Réflexions et suggestions proposées par le Président du CSPH

- 1) Pour l'égalité des traitements, il serait opportun d'harmoniser les indemnités spéciales (jetons de présences et indemnité par dossier ainsi que les frais de route) pour tous les commissions et conseils.
- 2) En cas de modification de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, il est nécessaire d'intégrer une personne concernée dans la commission d'orientation et de reclassement. Les membres du CSPH avaient déplorés le fait qu'aucun membre personnellement concerné ne fasse parti de la commission des aménagements raisonnables, lors de la discussion du projet de loi sur

l'évaluation et une certification adaptées aux élèves à besoins éducatifs particuliers de l'enseignement secondaire et de l'enseignement secondaire technique. Il faut rappeler l'argument qu'une personne concernée personnellement sait au mieux évaluer la situation spécifique.

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES

(25.10.2012)

Par lettre du 6 septembre 2012, Madame Marie-Josée Jacobs, ministre de la Famille et de l'Intégration, a soumis le projet de règlement grand-ducal sous rubrique à l'avis de la Chambre des salariés (CSL).

1. Ce projet a pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées suite à la modification de celle-ci par la loi du 16 décembre 2011¹.

Cette loi se situe dans le changement de paradigme au niveau de la conception du handicap, qui consiste à ne pas percevoir les personnes handicapées comme personnes nécessitant de l'assistance, mais comme des êtres humains qui gèrent leur vie de manière autonome et qui participent de manière égalitaire avec les autres aux différents aspects de la vie en société.

La loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées affirme déjà cette prise de conscience collective au niveau des capacités et du besoin d'indépendance des personnes en situation de handicap. Elle met l'accent sur l'emploi des personnes en situation de handicap et a entre autres pour objet de promouvoir leur sécurité et indépendance économique et de lutter de cette manière contre leur exclusion sociale.

La loi de 2011 a pour but de renforcer ces objectifs, d'instaurer plus de clarté dans la loi du 12 septembre 2003 et d'en supprimer certaines lourdeurs procédurales, ainsi que d'améliorer la cohérence de cette loi avec d'autres textes législatifs.

2. Le projet de règlement grand-ducal analysé s'inscrit dans cette lignée.

Il procède aux adaptations terminologiques rendues nécessaires par l'introduction du statut unique et par la création de l'Agence pour le développement de l'emploi (Adem ci-après) et quelques autres modifications ponctuelles.

1. Commission médicale et Commission d'orientation et de reclassement professionnel

3. Toute demande en reconnaissance de salarié handicapé est adressée directement à la Commission médicale. La Commission d'orientation et de reclassement professionnel ne délibère plus que sur les personnes à qui le statut de salarié handicapé a été reconnu et qui sont inscrites auprès des bureaux de placement de l'ADEM et auprès du service des salariés handicapés de l'ADEM.

La première séance 25 fois par an et la seconde 12 fois par an.

4. Le projet de règlement grand-ducal propose la nomination d'un secrétaire adjoint, afin d'éviter qu'elles soient dans l'impossibilité de siéger du fait de l'absence de secrétaire.

De même, pour inciter les médecins à y siéger, il est prévu d'augmenter leur indemnité horaire de 25 à 50 euros en faveur des médecins salariés et indépendants.

¹ Loi du 16 décembre 2011 portant modification 1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 2. du Code du travail; 3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail. Projet de loi n° 6161 Avis I/59/2010 de la CSL

2. Prise en compte de l'évolution de la législation en matière d'emploi des étrangers, notamment l'abrogation de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère et l'entrée en vigueur de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

5. Le „permis de travail“ est par exemple remplacé par une „autorisation de travail“.

3. Modification des pièces à produire pour le demandeur du statut de travailleur handicapé n'étant pas à la recherche d'un emploi

6. La loi du 16 décembre 2011 a supprimé pour les demandeurs du statut de salarié handicapé la condition d'inscription en tant que demandeur d'emploi auprès des bureaux de placement de l'ADEM.

7. Le projet analysé adapte de ce fait les pièces devant être soumises à la Commission médicale par le demandeur qui n'est pas à la recherche d'un emploi:

- un certificat de résidence datant de moins de trois mois délivré par la commune de la résidence du requérant et établissant que le requérant y est domicilié et y réside effectivement;
- la preuve d'un droit de séjour pour le durée de plus de trois mois, conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 29 août 2006 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, pour les ressortissants d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen, pour les ressortissants de la Confédération suisse ainsi que pour les membres de leur famille tels que définis à l'article 12 de la même loi;
- un titre de séjour en cours de validité autorisant les ressortissants de pays tiers à exercer une activité salariale et/ou indépendante;
- toute pièce renseignant sur la qualification professionnelle du requérant telle notamment des certificats d'étude ou de formation, des diplômes, des indications sur les travaux et les fonctions exercées par le requérant avant le dépôt de sa demande;
- un engagement écrit du requérant qu'il est disponible pour un emploi;
- un certificat d'affiliation établi par le Centre Commun de la Sécurité sociale.

8. Selon le commentaire des articles, la suppression de la condition d'inscription en tant que demandeur d'emploi a pour dessein d'éviter les contraintes liées à cette obligation pour le demandeur du statut de salarié handicapé alors qu'il n'est, au moment de sa demande, pas nécessairement à la recherche d'un emploi, mais par exemple en mesure de formation, qu'il devra alors finir avant d'occuper un emploi.

L'avant-dernière condition posée par le projet de règlement grand-ducal tenant dans un écrit certifiant que le demandeur est disponible pour un emploi est contradictoire avec cette volonté.

4. Bilan médical établi par le médecin du travail de l'Adem

9. Outre le taux de diminution de la capacité de travail du requérant et son aptitude à exercer un emploi sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé, ainsi que proposition, s'il y a lieu, de mesures d'orientation vers un emploi sur le marché ordinaire ou dans un atelier protégé, le bilan médical soumis à la Commission d'orientation et de reclassement professionnel portera évaluation de ses capacités de travail résiduelles.

10. Le point 2° de l'article 5 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 exige dès le dépôt de la demande de reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé auprès de la Commission médicale des pièces renseignant la diminution de la capacité de travail et l'état de santé général du requérant.

Y figure un bilan médical récent et détaillé établi par le médecin de l'ADEM. Ce bilan ne devrait-il pas également évaluer les capacités de travail résiduelles, afin d'éviter au requérant de se soumettre à différents examens médicaux?

5. Participation de l'Etat au salaire dans les ateliers protégés à raison de 100%

11. Les règles et conditions déterminant la participation de l'Etat au salaire brut du salarié handicapé guidé vers le marché de travail ordinaire restent inchangées: entre 40 et 100% du salaire horaire brut, y compris la part patronale des cotisations sociales.

*

12. Si la Chambre des salariés avait pu accueillir favorablement la plupart des dispositions du projet de loi ayant conduit à la loi du 16 décembre 2011, elle avait cependant rappelé l'observation fondamentale de la Chambre de travail, exprimée dans son avis du 16 décembre 2002 relatif au projet de loi concernant la situation de revenu des personnes handicapées.

La Chambre avait en effet craint l'émergence d'interférences avec la loi concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et jugé inapproprié le fait de soumettre le travailleur handicapé et le demandeur d'une pension d'invalidité à deux procédures différentes avec des organes différents, alors qu'il existe un lien étroit entre un handicap et une invalidité.

L'intéressé pourrait même, en présence de deux lois différentes, formuler deux demandes, l'une en vue de l'obtention d'une pension d'invalidité, l'autre en vue d'obtenir la qualité de travailleur handicapé afin de déjouer, le cas échéant, les deux décisions l'une contre l'autre.

La Chambre de travail avait partant invité le Gouvernement à intégrer le projet de loi concernant la situation de revenu des personnes handicapées dans le projet de loi concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle afin de faciliter la compréhension et l'application du texte.

Or, à l'heure actuelle, il existe toujours deux législations différentes avec des structures administratives séparées.

13. La Chambre des salariés approuve ce projet de règlement grand-ducal sous réserve des remarques formulées dans le présent avis.

Luxembourg, le 25 octobre 2012

Pour la Chambre des salariés,

Le Direction,
René PIZZAFERRI
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

*

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(23.10.2012)

La situation spécifique des personnes handicapées est régie (i) par la loi modifiée du 12 septembre 2003, laquelle a été modifiée en dernier lieu par la loi du 16 décembre 2011 dans le double but d'améliorer l'employabilité de ces personnes et de garantir leur indépendance financière, ainsi que (ii) par le règlement grand-ducal d'exécution du 7 octobre 2004.

Le projet de règlement grand-ducal sous avis a pour objet de procéder aux adaptations de certaines dispositions du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 (ci-après le „Règlement grand-ducal“) rendues nécessaires à la suite de cette modification législative et d'apporter quelques précisions et changements mineurs. En particulier, le projet de règlement grand-ducal prend acte:

- de la suppression, pour les demandeurs du statut de salarié handicapé, de la condition de l'inscription en tant que demandeur de l'emploi auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi,
- des nouvelles dispositions législatives en matière d'immigration,
- de la nouvelle loi portant création de l'Agence pour le développement de l'emploi.

Après lecture de l'exposé des motifs qui explique clairement le cadre et les objectifs du présent projet de règlement grand-ducal, la Chambre de Commerce n'a pas d'observations particulières à formuler sur le fond et s'en tient essentiellement à des commentaires de forme en vue d'en parfaire la rédaction:

– *Concernant le point 4°*

Sous le **point a)** qui modifie le paragraphe (1), 1°, point a), tiret 2 de l'article 5 du Règlement grand-ducal, il y a lieu d'ajouter le terme „modifié“ de manière à lire „règlement grand-ducal **modifié** du 5 septembre 2008 fixant les conditions et modalités relatives à la délivrance d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié“.

Sous le **point c)** qui modifie le paragraphe (1), point b) de l'article 5 du Règlement grand-ducal, l'expression „un titre de séjour en cours de validité autorisant les ressortissants de pays tiers à exercer une activité salariale et/ou indépendante“ figurant au troisième tiret devrait être modifiée et complétée comme suit:

„– un titre de séjour en cours de validité autorisant les ressortissants de pays tiers à exercer une activité **salariale ou indépendante conformément aux dispositions du chapitre II de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration**“.

– *Concernant le point 7°*

Sous le **point 7** qui modifie le paragraphe (1), point 5° de l'article 10 du Règlement grand-ducal, la loi visée dans le second tiret devrait être précisément identifiée dans la mesure où elle diffère de celle visée au premier tiret, de manière à lire „conformément au paragraphe 1, alinéa 2 de l'article 1er de la loi **modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées**“.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce est en mesure d'approuver le projet de règlement grand-ducal sous avis.

*

**AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES
ET EMPLOYES PUBLICS**

(8.10.2012)

Par dépêche du 6 septembre 2012, Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le **projet** de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé. Pour des raisons que la Chambre ignore, tant le texte en question que l'exposé des motifs qui l'accompagne se réfèrent pourtant à la dénomination de „*avant-projet*“.

Aux termes dudit exposé des motifs, le projet a pour but essentiel d'adapter le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 – pris en exécution de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées – pour tenir compte des modifications apportées à la loi précitée par celle du 16 décembre 2011.

Pour le reste, il est profité de l'occasion pour apporter au règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 „*des modifications terminologiques (...) ainsi que des précisions et changements mineurs*“ résultant de l'expérience acquise par les acteurs „*sur le terrain*“ depuis 2004.

Dans ces conditions, la Chambre des fonctionnaires et employés publics n'a pas d'objections à présenter quant au projet lui soumis pour avis, et elle y marque en conséquence son accord.

Ainsi délibéré en séance plénière le 8 octobre 2012.

Le Directeur,
G. MULLER

Le Président,
E. HAAG

*

AVIS DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE
AU MINISTRE DE LA FAMILLE ET DE L'INTEGRATION**

(2.1.2013)

Madame la Ministre,

Par lettre du 6 septembre 2012, vous avez bien voulu saisir la Chambre d'Agriculture pour avis sur l'avant-projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

La Chambre d'Agriculture a analysé l'avant-projet de règlement grand-ducal dont question en assemblée plénière du 17 décembre 2012.

La Chambre d'Agriculture n'a pas d'observation particulière à formuler.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Secrétaire général,
Pol GANTENBEIN

Le Président,
Marco GAASCH

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6537/01

N° 6537¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre
2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003
relative aux personnes handicapées**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(6.3.2013)

Par sa lettre du 6 septembre 2012, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de règlement grand-ducal repris sous rubrique.

*

1. OBSERVATIONS GENERALES

La Chambre des Métiers relève qu'une loi du 16 décembre 2011 est venue apporter des modifications à la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

En ce sens, il était nécessaire d'envisager une modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004, portant lui-même exécution de la susdite loi du 12 septembre 2003, ce que se propose de faire le projet sous avis.

Ce dernier vise en outre à opérer des modifications terminologiques relatives à des expressions susceptibles de prêter à confusion ainsi que d'apporter des précisions et des changements mineurs afin que soient prises en considération les expériences des différents acteurs acquises depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004.

*

2. REMARQUES PARTICULIERES

2.1. Concernant les pièces justificatives en vue de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé si le requérant travaille auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois

La Chambre des Métiers note que sont envisagées des modifications dans la procédure visant à une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé, et notamment une modification de l'article 5, (1), point 1 a) tiret 2 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004.

2.1.1. Permis de travail/autorisation de travail

Ainsi, parmi les pièces renseignant sur la situation professionnelle et les qualifications du requérant ne figurera plus le „*permis de travail valable établi conformément à la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère et au règlement grand-ducal du 12 mai 1972*

déterminant les mesures applicables pour l'emploi des travailleurs étrangers sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg ou une attestation équivalente“ mais „une autorisation de travail valable établie conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et au règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 fixant les conditions et modalités relatives à la délivrance d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié“.

Les susdites modifications envisagées visent à éviter toute confusion au niveau de l'application de certains textes législatifs, puisqu'elles tiennent compte de l'évolution de la législation intervenue au cours des dernières années en matière d'emploi des travailleurs étrangers au Luxembourg, et notamment de l'abrogation de la loi modifiée au 28 mars 1972 et du règlement grand-ducal du 12 mai 1972 susmentionnés, puis de l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

La Chambre des Métiers souscrit à ces modifications. Néanmoins, dans un souci de cohérence, elle suggère que soit ajoutée la mention „modifié“ parmi les références du règlement cité: „une autorisation de travail valable établie conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et au règlement grand-ducal modifié du 5 septembre 2008 fixant les conditions et modalités relatives à la délivrance d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié“.

2.1.2. Copie de la fiche d'aptitude récente/en cours de validité

La Chambre des Métiers note qu'il ne s'agira plus de fournir copie d'une fiche d'aptitude „récente“ établie par le médecin du travail compétent mais qu'elle devra en revanche être „en cours de validité“.

Elle approuve cette modification dans la mesure où un document peut être récent sans pour autant être encore en cours de validité.

2.2. Concernant les pièces justificatives en vue de la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé si le requérant „ne travaille pas auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois“

Cette modification envisagée, visant à remplacer l'hypothèse où le requérant „est un demandeur d'emploi“, est relative à la suppression, pour les demandeurs du statut de salarié handicapé, de la condition de l'inscription en tant que demandeurs d'emploi auprès des bureaux de placement de l'Agence pour le développement de l'emploi et de la formation.

La Chambre des Métiers approuve ce changement s'expliquant notamment par les nombreuses contraintes liées à cette obligation (alors que le demandeur du statut de salarié handicapé n'est pas forcément, au moment de sa demande, à la recherche d'un emploi).

Elle félicite en outre le parallélisme des formes entre le point a et le point b, issu de la modification proposée:

- „a) si le requérant travaille auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois [...];
- b) si le requérant ne travaille pas auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois [...]“

2.3. Concernant la première phrase de l'article 9

La Chambre des Métiers souligne une erreur de forme quant à la modification envisagée de la première phrase de l'article 9 du règlement grand-ducal et suggère qu'elle prenne la teneur suivante: „Dès que la décision d'attribution de la qualité de salarié handicapé prise par la Commission médicale est devenue définitive, le salarié handicapé est tenu à de se faire inscrire au service en charge du développement de l'emploi et de la formation et au service des salariés handicapés de l'Agence pour le développement de l'emploi ou auprès de l'une de ses agences.“

2.4. Concernant l'article 10

La Chambre des Métiers prend note de la modification du point 5 du paragraphe (1) de l'article 10 du règlement et suggère, dans un souci de clarté, que soit apportée au deuxième tiret la précision de la référence légale à laquelle il est fait allusion, de sorte que ce dernier prenne la formulation suivante:

„– rapporter la preuve qu'il était en séjour régulier au Luxembourg pendant la période de cinq ans prise en considération, conformément au paragraphe 2, alinéa 2 de l'article 1er **de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées**, s'il est ressortissant d'un Etat autre que ceux visés à l'alinéa ci-avant.“

Sous réserve des remarques susmentionnées, la Chambre des Métiers approuve le projet de règlement grand-ducal lui soumis pour avis.

Luxembourg, le 6 mars 2013

Le Directeur Général,
Paul ENSCH

Pour la Chambre des Métiers,

Le Président,
Roland KUHN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6537/0A

N° 6537^A

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre
2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003
relative aux personnes handicapées

* * *

ADDENDUM

(26.7.2013)

FICHE FINANCIERE

Les modifications qui sont susceptibles d'avoir un impact direct sur le budget de l'Etat figurent au niveau des points 2° et 10° du projet de règlement sous rubrique. Il s'agit plus précisément de l'augmentation du montant de l'indemnité spéciale qui est accordée par heure de présence aux membres non fonctionnaires de la Commission médicale et de la Commission d'Orientation et de Reclassement professionnel (augmentation de 25 à 50 € par heure). Cette mesure a été rendue nécessaire par le fait qu'au cours des dernières années, il est devenu de plus en plus difficile de réunir assez de médecins pour que les Commissions puissent siéger, étant donné que les indemnités spéciales inscrites dans le règlement actuel sont loin de couvrir le manque à gagner dans le chef des médecins salariés ou indépendants. Le montant de l'indemnité nouvelle s'inspire de l'indemnité accordée aux membres non fonctionnaires de la Commission Nationale de Contrôle et d'Evaluation instituée dans le cadre de la loi du 16 mars 2009 sur l'euthanasie et l'assistance au suicide, qui est fixée à 100 € par séance.

Le coût supplémentaire à charge du budget de l'Etat est de l'ordre de grandeur de **9.225 € par an**.

A savoir,

- *pour la Commission médicale*: [3 (membres non fonctionnaires) x 3 (heures) x 25 (€ supplémentaires) x 25 (séances)] = **5.625 € par an**
- *pour la Commission d'Orientation et de Reclassement professionnel*: [4 (membres non fonctionnaires) x 3 (heures) x 25 (€ supplémentaires) x 12 (séances)] = **3.600 € par an**.

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6537/02

N° 6537²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

**PROJET DE REGLEMENT
GRAND-DUCAL****portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre
2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003
relative aux personnes handicapées**

* * *

AVIS DE LA CONFERENCE DES PRESIDENTS

(1.10.2013)

A) ANTECEDENTS

Le projet de règlement grand-ducal n° 6537, qui modifie le règlement d'exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, a été déposé à la Chambre des Députés le 30 janvier 2013.

Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire de l'article 1er.

Le 22 février 2013, ce projet de règlement grand-ducal a été renvoyé pour avis par la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés à la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances.

L'avant-projet de règlement grand-ducal a fait l'objet des avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics en date du 8 octobre 2012, de la Chambre de Commerce en date du 23 octobre 2012, de la Chambre des salariés en date du 25 octobre 2012, du Conseil Supérieur des Personnes Handicapées en novembre 2012, de la Chambre d'Agriculture en date du 2 janvier 2013, ainsi que de la Chambre des Métiers en date du 6 mars 2013.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis le 11 décembre 2012 relatif à l'avant-projet de règlement grand-ducal lui transmis en date du 10 septembre 2012.

Lors de sa réunion du 9 juillet 2013, la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Egalité des chances a examiné et avisé le texte.

*

B) AVIS

Quant à la forme, la Commission se rallie aux observations faites par le Conseil d'Etat.

S'agissant du fond, la Commission n'a pas d'observation à faire, si ce n'est celle de la nécessité du texte. En effet, l'objet du projet de règlement grand-ducal se limite pour l'essentiel à insérer dans le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées une disposition déjà introduite dans la loi précitée par la loi du 16 décembre 2011 portant modification 1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 2. du Code du travail; 3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail. La disposition en question prévoit qu'en ce qui concerne les salariés handicapés travaillant dans un atelier protégé, l'Etat participe au salaire à 100%.

Sous réserve de ce qui précède, la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances recommande à la Conférence des Présidents de donner son assentiment au projet de règlement grand-ducal n° 6537.

*

La Conférence des Présidents fait sien l'avis de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances et donne son assentiment au projet de règlement grand-ducal.

Luxembourg, le 1er octobre 2013

Le Secrétaire général,
Claude FRIESEISEN

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

23



Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

Procès-verbal de la réunion du 9 juillet 2013

Ordre du jour :

1. 6537 Projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées
 - Examen du dossier en vue d'un avis à rédiger pour la Conférence des Présidents

2. 6409 Projet de loi modifiant la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale
 - Rapportrice : Madame Tessy Scholtes

 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat

*

Présents : M. Marc Angel (en rempl. de M. Georges Engel), Mme Nancy Arendt épouse Kemp, M. Eugène Berger, M. Jean Colombera, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Norbert Hauptert (en rempl. de Mme Sylvie Andrich-Duval), Mme Josée Lorsché, M. Paul-Henri Meyers, M. Roger Negri (en rempl. de M. Roland Schreiner), M. Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes

M. Marc Spautz, Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Nico Meisch, M. Pierre Biver, M. Patrick Thoma, Mme Viviane Rocha, du Ministère de la Famille et de l'Intégration

Mme Marianne Weycker, de l'Administration parlementaire

Excusé : M. Claude Meisch

*

Présidence : M. Jean-Paul Schaaf, Président de la Commission

*

1. Projet de règlement grand-ducal 6537

Suite à quelques mots d'introduction du Président de la Commission, Monsieur le Ministre explique qu'une première version du texte avait été soumise au Conseil d'Etat pour avis en date du 10 septembre 2012. Par la suite, le texte a été adapté conformément aux observations du Conseil d'Etat faites dans son avis du 11 décembre 2012.

Un représentant du ministère se réfère à l'article 8 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées concernant les « mesures d'orientation, de formation, de rééducation, d'intégration ou de réintégration professionnelles, des mesures d'initiation ou des stages d'adaptation ou de réadaptation au travail » du travailleur handicapé. L'alinéa 4 de cet article dispose que :

« La forme et le contenu de ces mesures, qui peuvent comporter notamment l'attribution d'une participation au salaire, visée à l'article 15, d'une participation aux frais de formation, d'une prime d'encouragement ou de rééducation, la prise en charge des frais relatifs à l'aménagement des postes de travail et des accès au travail, la participation aux frais de transport ou la mise à disposition d'équipements professionnels adaptés, sont déterminés par règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés. ».

Pour l'essentiel, le projet de règlement grand-ducal sous rubrique a pour objet de modifier le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées sur un point, consistant à insérer dans ce règlement grand-ducal une disposition apportée à la loi précitée par la loi du 16 décembre 2011 portant modification 1. de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées; 2. du Code du travail; 3. de la loi modifiée du 31 juillet 2006 portant introduction d'un Code du travail. La disposition en question prévoit qu'en ce qui concerne les salariés handicapés travaillant dans un atelier protégé, l'Etat participe au salaire à 100%.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observation quant au fond. S'agissant de la forme du texte, les auteurs ont tenu compte de ses suggestions en adaptant le texte du projet de règlement grand-ducal.

Un député déclare que le fait de demander l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés constitue une aberration juridique violant le principe de la séparation des pouvoirs.

A une question afférente d'un autre député, un représentant ministériel confirme que la disposition ci-dessus se trouvera désormais aussi bien dans la loi précitée du 16 décembre 2011 que dans son règlement d'exécution, ceci simplement dans le souci d'être complet et clair en regroupant toutes les dispositions d'exécution de la loi.

La mise en œuvre de la loi modifiée précitée du 12 septembre 2003 est conforme à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, puisque, si on veut parler d'un droit au travail, la loi précitée du 12 septembre 2003 et son règlement d'exécution le soutiennent considérablement. La philosophie de cette loi est de permettre autant que possible à chaque personne handicapée de travailler.

2. Projet de loi 6409

Monsieur le Ministre fait distribuer un tableau comparatif avec les propositions d'amendements gouvernementaux et les commentaires y relatifs.

Un député pose la question de savoir s'il ne convient pas de suivre le Conseil d'Etat. Dans son avis du 14 mai 2013, celui-ci se demande « s'il ne vaudrait pas mieux élaborer une loi nouvelle et abroger la loi existante, étant donné qu'à l'exception de l'article 5 (devenant l'article 6), chaque article de la loi de 2007 est modifié, que de nombreux articles sont renumérotés et que de nouvelles dispositions sont insérées ».

La Commission décide de procéder d'abord à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat et de revenir, le cas échéant, à la question de l'élaboration d'une loi nouvelle.

Article 1^{er} du projet de loi

Conformément au Conseil d'Etat, cet article, « dépourvu de toute portée normative », est supprimé.

Article 2

Cet article modifie l'article 1^{er} de la loi du 30 novembre 2007 portant réglementation de l'activité d'assistance parentale.

La proposition du Conseil d'Etat pour l'alinéa 3 de l'article 1^{er} de la loi de 2007 est adoptée. Le Conseil d'Etat « ne peut pas s'accommoder de la limitation prévue à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} qui prévoit qu'il n'est permis d'exercer qu'une seule activité d'assistance parentale par domicile ». Sa proposition de texte consiste à permettre d'exercer plus d'une activité d'assistant parental par domicile, « à condition que les critères soient remplis dans chacune des personnes voulant exercer l'activité d'assistant parental ».

Article 3

Cet article modifie l'article 2, devenant l'article 3 nouveau, de la loi précitée sur l'activité d'assistance parentale.

Le paragraphe 2 concerne le remplacement temporaire de l'assistant parental en cas de participation à une formation continue obligatoire ou en cas de maladie.

Le Conseil d'Etat estime qu'un tel système de remplacement « va à l'encontre des objectifs poursuivis par les auteurs du projet de loi », à savoir un « accueil de qualité en vue de protéger au maximum les enfants accueillis et de mieux visualiser l'offre effective ». Les conditions imposées au remplaçant sont moins exigeantes que celles à remplir par l'assistant parental. Cette « différence de traitement aussi prononcée » est difficilement à comprendre aux yeux du Conseil d'Etat.

Un représentant ministériel explique qu'en limitant le remplacement dans le temps, le texte représente un compromis entre la nécessité de répondre aux besoins sur le terrain et celle de prévenir des abus.

Des questions étant posées par les députés au sujet des qualifications du remplaçant, l'orateur fait remarquer que les conditions ne doivent pas être trop importantes par rapport à la tâche, c'est-à-dire un remplacement d'un assistant parental ne pouvant dépasser 200 heures par année civile et huit heures consécutives par semaine. Une députée s'interrogeant sur la possibilité d'envisager une formation minimale telle celle à suivre par les remplaçants des enseignants de l'enseignement fondamental, il est fait remarquer que la recherche de remplaçants s'avère déjà difficile dans ce domaine. Une autre question soulevée est relative aux exigences linguistiques du remplaçant : si un accident survient en raison du manque de communication entre le remplaçant et les enfants, ne pouvant se faire comprendre faute de parler la même langue, à qui incombe la responsabilité ? Un autre membre de la

Commission précise que l'apprentissage de langues constitue un élément important surtout en bas âge.

Un représentant ministériel répond qu'on se trouve en présence de questions de principe : l'accueil des enfants doit-il se faire de préférence dans une structure telle une crèche ou dans un cadre familial par un assistant parental ? Est-il préférable d'entrer le plus tôt possible en contact avec des langues étrangères ou vaut-il mieux se limiter à la langue maternelle pendant les premières années ? Les structures d'accueil et l'activité d'assistance parentale étant deux principaux modèles d'accueil des enfants, il faut être conscient que l'exigence de conditions trop strictes engendrera la disparition de l'activité d'assistance parentale. En effet, les personnes exerçant cette activité ne disposent le plus souvent pas de formation spécifique. Il est rappelé dans ce contexte que la réglementation de l'activité d'assistance parentale consiste à donner une base légale à une activité pratiquée auparavant en dehors de toute réglementation. Monsieur le Ministre donne à considérer que l'assistant parental veillera lui-même dans son propre intérêt à se faire remplacer par une personne qui peut communiquer avec les enfants, afin d'éviter que les parents ne lui confient plus leurs enfants.

Le remplaçant doit répondre aux mêmes conditions d'honorabilité que l'assistant parental (article 3 nouveau, paragraphe 2, premier alinéa de la loi précitée du 30 novembre 2007).

Une députée souligne l'importance de contrôles de l'exercice de l'activité d'assistance parentale. Monsieur le Ministre confirme que des contrôles sont effectués, chaque cas signalé étant vérifié. Quant à des contrôles spontanés, non annoncés, il rappelle que le Conseil d'Etat a exprimé « ses réserves les plus nettes face au foisonnement des prérogatives de puissance publique attribuées à toutes sortes de fonctionnaires qui *a priori* n'ont pas les connaissances requises pour procéder dans les formes de la loi à la recherche des infractions et au rassemblement des preuves » (avis du Conseil d'Etat, ad article 11 devenant l'article 10).

Des contrôles systématiques ont de toute façon lieu : dès qu'il est constaté dans le cadre du chèque-service accueil que le nombre d'enfants bénéficiaires est supérieur au nombre d'enfants qu'a la personne, le ministère effectue un contrôle sur place. En outre, il va de soi qu'un premier contrôle soit fait avant la délivrance de l'agrément ; aussi, par la préformation et la formation des demandeurs d'agrément, ces personnes sont-elles connues du ministère qui reste en contact avec elles également à travers la formation continue.

L'article 3 nouveau, paragraphe 3, point 8. de la loi du 30 novembre 2007 concerne le rapport de la visite d'agrément, cette visite étant destinée à contrôler si les conditions sont remplies. Il est tenu compte des observations du Conseil d'Etat, en ce qui concerne l'exigence d'un extrait du casier judiciaire également pour les enfants mineurs d'au moins 16 ans faisant partie du ménage. A l'endroit de l'article 5 initial, devenant l'article 4 du projet de loi et modifiant l'article 4 de la loi du 30 novembre 2007, le Conseil d'Etat « donne à considérer que, sur base de la formulation proposée, la condition d'honorabilité ne sera plus exigée des enfants mineurs vivant en ménage avec le demandeur. Dès lors, un refus d'agrément ou un retrait de l'agrément existant ne pourra plus être opéré si un ou plusieurs enfants mineurs ont des antécédents judiciaires qui risqueraient de mettre en cause le projet d'établissement de l'assistant parental. ».

Les auteurs du texte se rallient au Conseil d'Etat, puisque la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse dispose aussi, dans son article 32, que le mineur de plus de 16 ans qui a commis une infraction peut être déféré devant les juridictions ordinaires. Un mineur de moins de 16 ans ne peut cependant pas faire l'objet d'une inscription dans le casier judiciaire.

Un député fait remarquer que le terme « accomplis » est à supprimer progressivement dans tous les textes, comme il est dépourvu de valeur juridique.

Article 4

Cet article modifie l'article 4 nouveau (article 3 initial) de la loi précitée du 30 novembre 2007.

Au paragraphe 1^{er} de l'article 4 nouveau est ajoutée la précision que les enfants de l'assistant parental et ceux du remplaçant « ne doivent pas avoir fait l'objet d'une mesure de garde, d'éducation et de préservation au sens de la loi modifiée relative à la protection de la jeunesse ».

Pour des raisons de clarté, le premier tiret du paragraphe 2 de l'article 4 est modifié comme suit : « être âgé ~~d'au moins~~ de plus de 18 ans ».

Le deuxième tiret est relatif aux capacités physiques et psychiques pour la prise en charge et l'encadrement d'enfants. Une députée estime utile de vérifier les exigences retenues à ce sujet dans la loi du 18 février 2013 sur les jeunes au pair.

Le quatrième tiret précise le projet d'établissement à la demande du Conseil d'Etat.

Article 5

L'article 5 du projet de loi (devenant l'article 4), modifiant l'article 5 nouveau (article 4 initial) de la loi précitée du 30 novembre 2007 est relatif aux qualifications exigées pour l'obtention de l'agrément d'assistant parental.

Suite à une préformation, le certificat aux fonctions d'assistance parentale est délivré, permettant d'exercer une activité d'assistance parentale. Dans un délai de trois ans à compter de l'inscription à la préformation, la formation doit être achevée. Ce système a l'avantage d'être efficace, en ce que les places pour la formation ne seront occupées que par des personnes réellement déterminées à travailler comme assistant parental.

Article 7

Cet article ajoute à l'article 7 nouveau (article 6 initial) de la loi précitée du 30 novembre 2007, relatif à l'aménagement des locaux, l'obligation d'équiper ceux-ci d'un détecteur de fumée, d'un extincteur et de dispositifs de protection pour les prises électriques. Il s'agit des mêmes obligations que pour les structures d'accueil.

Ces conditions sont vérifiées dans le cadre de la visite d'agrément. Le détenteur de l'agrément s'engage à maintenir les locaux dans l'état requis pour l'obtention de l'agrément ; tout changement doit être signalé et est contrôlé.

Article 9

Cet article introduit un article 9 nouveau (initialement article 10) dans la loi précitée du 30 novembre 2007.

Le texte initial prévoyait de conférer aux fonctionnaires chargés du contrôle de l'activité d'assistance parentale la qualité d'officier de police judiciaire (OPJ). Le Conseil d'Etat propose cependant la suppression des sanctions pénales du projet de loi et rappelle ses réserves les plus vives à l'égard de l'attribution de compétences d'OPJ à des fonctionnaires. A défaut de précision des fonctions et grades de ces fonctionnaires dans la hiérarchie interne de leur administration, il « se verrait obligé de refuser la dispense du second vote

constitutionnel ». Par ailleurs, « ces agents devraient justifier d'une qualification professionnelle à la hauteur de leur tâche qu'ils auront acquise grâce à une formation spéciale ».

Les auteurs du texte proposent dès lors la suppression du paragraphe 2 initial de l'article 9 nouveau. L'intention des dispositions, inspirées de la loi ASFT (loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique), était de permettre le constat d'irrégularités dans l'exercice de l'activité d'assistance parentale. Dans le cadre de leur mission de surveillance et de contrôle, les agents ministériels doivent avoir accès aux locaux d'accueil des enfants.

Un député insiste à vérifier les dispositions afférentes dans la loi ASFT, une interprétation extensive n'étant pas possible dans ce domaine.

Le paragraphe 2 initial est remplacé par de nouvelles dispositions, en vertu desquelles la demande d'agrément est rejetée de plein droit « en cas de refus par le requérant d'admettre les agents ou services mandatés par le ministre à une visite des lieux à une date et heure convenues par avance ». En cas de refus d'accès dans le cadre de la mission de surveillance et de contrôle de la conformité des activités d'assistance parentale avec les dispositions de la loi, les agents ou services ministériels « peuvent se faire donner main-forte par les agents de la police grand-ducale pour avoir accès aux lieux ».

L'article 8 (devenant l'article 7), modifiant l'article 8 de la loi précitée du 30 novembre 2007, prévoit dans son paragraphe 3 qu'en cas de retrait de l'agrément, une nouvelle demande ne peut être introduite « qu'après un délai de 3 ans à compter de la date de notification de la décision à l'adresse du domicile de l'assistant parental ».

Article 11

Cet article (article 13 initial du projet de loi) modifie l'article 10 (devenant l'article 11 nouveau) de la loi précitée du 30 novembre 2007).

Dans son avis du 14 mai 2013, le Conseil d'Etat ne se montre « pas favorable à une prolifération de sanctions pénales ». Il « est d'avis que le retrait de l'agrément serait une mesure suffisamment dissuasive » et propose dès lors le maintien du texte actuel.

Il rend par ailleurs attentif à deux problèmes majeurs :

- En ce qui concerne les sanctions pénales, le texte tel que déposé prévoit que les infractions aux dispositions des articles 1 à 8 sont punies d'une amende de 251 à 10 000 euros. En cas de récidive, le maximum de l'amende est prononcé. Or, « tant la formulation des dispositions du texte existant que celles du projet de loi sont insuffisamment précises pour être sanctionnées pénalement ». Eu égard au principe de légalité des incriminations, le Conseil d'Etat « se verrait partant obligé de refuser la dispense du second vote constitutionnel » à défaut de précision.

Il rappelle aussi le principe de la légalité des peines « qui exige la proportionnalité entre la peine et la gravité de la violation de la loi pour les différentes violations sanctionnées ». Or, le projet de loi « n'établit pas de distinction entre la sanction maximale encourue par une personne ayant exercé l'activité d'assistant parental sans avoir obtenu d'agrément et la sanction à laquelle s'expose une personne dûment agréée qui n'a pas suivi les cours de formation continue requis au cours d'une année ».

Quant au principe de la récidive, « le Conseil d'Etat suggère aux auteurs de s'en tenir au droit commun ». Il recommande en outre de fixer un délai dans lequel la récidive peut donner lieu à la multiplication prévue de la peine et de veiller à ce que les peines aggravées ne

soient pas disproportionnées à l'objectif poursuivi. Selon le Conseil d'Etat, « il y a lieu de faire abstraction de la récidive dans le présent contexte ».

- Les infractions aux dispositions des articles 1 à 8 encourent également une sanction administrative (retrait d'agrément, article 10 initial du projet de loi). Le Conseil d'Etat rappelle le principe *non bis in idem* interdisant ce cumul de sanctions pénales et administrative et s'oppose formellement au maintien des textes dans cette teneur.

Les auteurs tiennent compte des observations du Conseil d'Etat et reviennent au texte en vigueur de la loi précitée de 2007 (article 10 de la loi). Ce texte est complété par la possibilité donnée au juge d'interdire au condamné l'exercice temporaire ou définitif par lui-même ou personne interposée de l'activité d'assistance parentale.

Un député fait remarquer que le futur employé à l'article 11 du projet de loi, tel qu'amendé, est à remplacer par l'indicatif présent.

Le même orateur estime nécessaire de préciser au commentaire des amendements les cas dans lesquels une interdiction définitive d'exercer une activité d'assistance parentale peut être envisagée. Il s'agit en effet d'une peine considérable qu'il convient de préciser, compte tenu du principe de la proportionnalité des peines à respecter.

Par ailleurs, il fait observer que l'article 13 (article 15 initial) du projet de loi est à supprimer. Le Conseil d'Etat a déjà souligné dans son avis du 14 mai 2013 que « si les auteurs souhaitent abroger l'article 11 de la loi existante, il y a lieu d'insérer une disposition à cet effet dans la loi en projet, et non pas dans la loi existante ».

Luxembourg, le 27 septembre 2013

La Secrétaire,
Marianne Weycker

Le Président,
Jean-Paul Schaaf

6537

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 15

29 janvier 2014

S o m m a i r e

REVENU DES PERSONNES HANDICAPÉES

Règlement grand-ducal du 28 octobre 2013 portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées	page 138
Texte coordonné du règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées	140
Texte coordonné de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et portant modification	
1. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat,	
2. de la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé,	
3. de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum,	
4. de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant	
1. création d'un fonds pour l'emploi;	
2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,	
5. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales,	
6. de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie,	
7. de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois,	
8. de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension et	
9. du Code des assurances sociales	149

Règlement grand-ducal du 28 octobre 2013 portant modification du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article L.527-1 du Code du Travail;

Vu la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et notamment ses articles 2, 3, 5, 6, 7, 8, 14, 16, 17, 29, 32 et 33;

Vu l'avis du Conseil supérieur des personnes handicapées;

Vu les avis de la Chambre des Salariés, de la Chambre de Commerce, de la Chambre des fonctionnaires et des employés publics, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Famille et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Le règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées est modifié comme suit:

1° Le terme «travailleur» est remplacé dans tout le règlement par le terme «salarié», pour autant qu'il s'agisse d'un nom et qu'il équivaut au terme «salarié».

2° Le tableau intégré à l'article 2 est remplacé par le tableau suivant:

	Fonctionnaire / Employé d'Etat	Salarié / Indépendant
Président	30 € / séance	60 € / heure
Membre	25 € / séance	50 € / heure
Expert	25 € / séance	50 € / heure
Secrétaire	25 € / séance	/

3° L'article 5 du règlement est modifié comme suit:

a) le paragraphe (1), 1°, point a), tiret 2, est modifié de la manière suivante: «une autorisation de travail valable établie conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et au règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 fixant les conditions et modalités relatives à la délivrance d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié»

b) au paragraphe (1), 1°, point a), tiret 5, le mot «récente» est remplacé par la partie de phrase «en cours de validité»

c) le paragraphe (1), point b) est modifié ainsi:

«b) si le requérant ne travaille pas auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois, sa demande est accompagnée des pièces suivantes:

- un certificat de résidence datant de moins de trois mois délivré par la commune de la résidence du requérant et établissant que le requérant y est domicilié et y réside effectivement
- la preuve d'un droit de séjour pour la durée de plus de trois mois, conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, pour les ressortissants d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen, pour les ressortissants de la Confédération suisse ainsi que pour les membres de leur famille tels que définis à l'article 12 de la même loi
- un titre de séjour en cours de validité autorisant les ressortissants de pays tiers à exercer une activité salariale et/ou indépendante
- toute pièce renseignant sur la qualification professionnelle du requérant telle notamment des certificats d'étude ou de formation, des diplômes, des indications sur les travaux et les fonctions exercées par le requérant avant le dépôt de sa demande
- un engagement écrit du requérant qu'il est disponible pour un emploi
- un certificat d'affiliation établi par le Centre Commun de la Sécurité sociale.»

4° La première phrase de l'article 9 est modifiée comme suit: «Dès que la décision d'attribution de la qualité de salarié handicapé prise par la Commission médicale est devenue définitive, le salarié handicapé est tenu à se faire inscrire au service en charge du développement de l'emploi et de la formation et au service des salariés handicapés de l'Agence pour le développement de l'emploi ou auprès de l'une de ses agences.»

- 5° A l'article 10, paragraphe (1), le point 5° est modifié comme suit: «un certificat de résidence datant de moins de trois mois délivré par la commune de résidence du requérant et établissant que le requérant y est domicilié et y réside effectivement. En outre, le requérant doit:
- rapporter la preuve d'un droit de séjour de plus de trois mois, conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ou de la Confédération suisse;
 - rapporter la preuve qu'il était en séjour régulier au Luxembourg pendant la période de cinq ans, prise en considération, conformément au paragraphe 2, alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi, s'il est ressortissant d'un Etat autre que ceux visés à l'alinéa ci-avant.»
- 6° A l'article 14, la partie de phrase «des articles 26, 27, 28 (2), et 28 (3)» est à remplacer par «des articles 26, 27, 28 (2), 28 (3) et 30».
- 7° Le tableau intégré à l'article 16 est remplacé par le tableau suivant:

	Fonctionnaire / Employé d'Etat	Salarié / Indépendant
Président	30 € / séance	/
Membre	25 € / séance	50 € / heure
Expert	25 € / séance	50 € / heure
Secrétaire	25 € / séance	/

- 8° Le quatrième tiret de l'article 20 est reformulé comme suit: «du bilan médical établi par le médecin du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi portant indication du taux de la diminution de la capacité de travail du requérant et se prononçant sur son aptitude à exercer un emploi sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé de même que sur l'évaluation de ses capacités de travail résiduelles, ainsi que sa proposition, s'il y a lieu, de mesures d'orientation vers un emploi sur le marché ordinaire ou dans un atelier protégé.»
- 9° A l'endroit de l'intitulé de la section 3 du chapitre 2, les termes «aux travailleurs handicapés» sont remplacés par «aux personnes handicapées».
- 10° L'avant-dernier alinéa du premier paragraphe de l'article 25 prend la teneur suivante: «La participation de l'Etat au salaire du salarié handicapé guidé vers le marché de travail ordinaire variera entre 40% et 100% du salaire brut, y compris la part patronale des cotisations de sécurité sociale. Pour les salariés handicapés engagés dans un atelier protégé, l'Etat participe au salaire à raison de 100% du montant, tel que déterminé au 1^{er} paragraphe de l'article 21 de la loi.»
- 11° L'article 33, paragraphe 1^{er}, alinéa 1, est modifié comme suit: «Pour les demandes en réexamen des décisions d'orientation de la Commission d'orientation, la Commission spéciale instituée par l'article L.527-1, paragraphe (2) du Code du travail, est complétée, au besoin et suivant les cas par:».

Art. 2. Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration est chargé de l'exécution du présent règlement grand-ducal qui sera publié au Mémorial.

Le Ministre de la Famille et de l'Intégration,
Marc Spautz

Château de Berg, le 28 octobre 2013.
Henri

Doc. parl. 6537; sess. ord. 2011-2012 et 2012-2013.

**Règlement grand-ducal modifié du 7 octobre 2004 portant exécution de la loi modifiée
du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées,**

(Mém. A - 167 du 13 octobre 2004, p. 2526)

modifié par:

Règlement grand-ducal du 28 octobre 2013.

(Mém. A - 15 du 29 janvier 2014, p. 138)

**Texte coordonné au 29 janvier 2014
Version applicable à partir du 2 février 2014**

**Titre I^{er}: Fonctionnement de la Commission médicale et de la Commission d'orientation
et de reclassement professionnel des «salariés»¹ handicapés**

Chapitre 1^{er}: Le fonctionnement de la Commission médicale

Section 1. Généralités

Art. 1^{er}.

1. Le président de la Commission médicale est élu à la majorité des voix des membres titulaires de la Commission médicale.

Lorsque le poste de président est devenu vacant par suite d'une démission ou d'un décès du membre titulaire, la Commission élira un nouveau président parmi ses membres titulaires, qui terminera le mandat de son prédécesseur.

2. La Commission médicale établit un règlement d'ordre intérieur qui détermine notamment les modalités de convocation, de délibération et de vote de la Commission qui sera approuvé par règlement grand-ducal.

3. La Commission médicale se réunit aux jour, heure et lieu fixés par le président dans la convocation écrite. Les tâches administratives de la Commission médicale sont exécutées par une cellule administrative au sein du service des «salariés»¹ handicapés de «l'Agence pour le développement de l'emploi»².

4. Le Président convoque les membres de la Commission médicale. Hormis le cas d'urgence, les convocations sont envoyées et accompagnées des dossiers avec les pièces justificatives tels que définis notamment au point 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 5 et au point 2 du paragraphe 1^{er} de l'article 10 ci-après et ce au moins huit jours avant la date prévue pour la réunion de la Commission.

Tout membre titulaire de la Commission empêché d'assister à une session doit en aviser son suppléant et lui transmettre le dossier avec les pièces justificatives, dont il a eu communication ensemble avec la convocation.

5. Les séances de la Commission ne sont pas publiques.

Art. 2.

Les membres de la Commission médicale, les experts et le secrétaire de la Commission présents à la réunion à la demande de la Commission ont droit à une indemnité spéciale qui est fixée comme suit:

(Règl. g.-d. du 28 octobre 2013)

«

	Fonctionnaire / Employé d'Etat	Salarié / Indépendant
Président	30 € / séance	60 € / heure
Membre	25 € / séance	50 € / heure
Expert	25 € / séance	50 € / heure
Secrétaire	25 € / séance	/

»

Les membres de la Commission médicale, le secrétaire ainsi que les experts présents à la réunion bénéficient en outre du remboursement de leurs frais de route suivant les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 5 août 1993 sur les frais de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Art. 3.

Les membres de la Commission médicale, les membres du secrétariat et les experts sont tenus au secret professionnel.

Art. 4.

1. Le secrétariat instruit les demandes déposées et informe les requérants des pièces manquantes, ainsi que des pièces supplémentaires éventuelles à verser à la demande de la Commission médicale.

¹ Modifié par le règl. g.-d. du 28 octobre 2013.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

2. Le secrétariat est en charge des notifications des décisions de la Commission, des transferts de dossiers à effectuer en conformité avec la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, ci-après appelée «loi» et de l'article 9 ci-après, ainsi que de la réception et du dépôt des pièces à effectuer pour le compte de la Commission médicale.

3. Le secrétariat établit un procès-verbal de chaque réunion. Le procès-verbal est signé par le président et par le secrétaire.

Section 2. Procédure pour la reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé

Art. 5.

(1) La demande en reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé est à introduire par écrit sur un formulaire établi par la Commission médicale et est accompagnée des pièces justificatives suivantes:

1° des pièces renseignant sur la situation professionnelle et les qualifications du requérant

a) si le requérant travaille auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois, sa demande est accompagnée des pièces suivantes:

- une copie du contrat de travail auprès de son employeur actuel dont l'entreprise est légalement établie au Grand-Duché de Luxembourg
- (Règl. g.-d. du 28 octobre 2013) «une autorisation de travail valable établie conformément à la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et au règlement grand-ducal du 5 septembre 2008 fixant les conditions et modalités relatives à la délivrance d'une autorisation de séjour en tant que travailleur salarié»
- un certificat d'affiliation établi par le Centre Commun de la Sécurité sociale
- toute pièce renseignant sur la qualification professionnelle du requérant telle notamment des certificats d'étude ou de formation, des diplômes, des indications sur les travaux et les fonctions exercées par le requérant auprès de l'employeur
- une copie de la fiche d'aptitude «en cours de validité»¹ établie par le médecin du travail compétent.

(Règl. g.-d. du 28 octobre 2013)

«b) si le requérant ne travaille pas auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois, sa demande est accompagnée des pièces suivantes:

- un certificat de résidence datant de moins de trois mois délivré par la commune de la résidence du requérant et établissant que le requérant y est domicilié et y réside effectivement
- la preuve d'un droit de séjour pour la durée de plus de trois mois, conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne, pour les ressortissants d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen, pour les ressortissants de la Confédération suisse ainsi que pour les membres de leur famille tels que définis à l'article 12 de la même loi
- un titre de séjour en cours de validité autorisant les ressortissants de pays tiers à exercer une activité salariale et/ou indépendante
- toute pièce renseignant sur la qualification professionnelle du requérant telle notamment des certificats d'étude ou de formation, des diplômes, des indications sur les travaux et les fonctions exercées par le requérant avant le dépôt de sa demande
- un engagement écrit du requérant qu'il est disponible pour un emploi
- un certificat d'affiliation établi par le Centre Commun de la Sécurité sociale.»

2° des pièces renseignant sur la diminution de la capacité de travail et l'état de santé général du requérant

- un rapport médical récent et détaillé établi par le médecin traitant précisant les causes présumées de la diminution alléguée de la capacité de travail du requérant et comportant le cas échéant des précisions quant à son état de santé et quant à l'évolution prévisible de son état de santé. Le rapport médical peut être complété par un rapport d'un psychologue du travail sur demande de la Commission médicale
- un bilan médical récent et détaillé établi par le médecin du travail de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², portant indication de la diminution de la capacité de travail du requérant et se prononçant sur son aptitude à exercer un emploi sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé, au cas où le requérant serait un demandeur d'emploi.

3° d'un certificat de nationalité ou une attestation équivalente.

¹ Modifié par le règl. g.-d. du 28 octobre 2013.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

4° des pièces justifiant de la qualité d'administrateur légal ou de représentant légal si le requérant a besoin d'être représenté dans ses actes

- si le requérant est un majeur protégé au sens des dispositions légales du Titre XI du Livre 1^{er} du Code civil, la demande sera accompagnée d'une copie du jugement ou d'un extrait du répertoire civil ou d'une attestation équivalente justifiant de la qualité de représentant légal du requérant.

(2) La Commission médicale peut se faire communiquer par le requérant ou par un expert toute pièce qu'elle juge utile ou indispensable pour se prononcer sur la reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé du requérant.

Elle peut demander par l'intermédiaire du médecin inspecteur de la division de la santé au travail du ministre ayant la Santé dans ses attributions tous les documents médicaux nécessaires au médecin de travail compétent en vue de se prononcer sur les critères médicaux libellés au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi.

(3) La demande en reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé doit être signée et datée par le requérant ou son représentant. Si le requérant a besoin d'être représenté dans ses actes, la demande sera signée par son représentant légal ou par l'administrateur légal.

Art. 6.

1. Pour la détermination de la qualité de «salarié»¹ handicapé, il est le cas échéant tenu compte de l'existence d'une diminution du potentiel individuel de travail par rapport à l'activité professionnelle antérieure. Est en outre prise en considération l'importance de la capacité de travail résiduelle par rapport aux possibilités d'une remise au travail dans un délai rapproché ou la rééducabilité de l'intéressé.

2. Les organismes de la sécurité sociale compétents, de même que le Fonds national de solidarité sont tenus de fournir à la Commission médicale les renseignements qu'ils détiennent et qui sont nécessaires à la Commission médicale pour se prononcer sur la demande en reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé introduite par le requérant.

Art. 7.

Le requérant est tenu de prêter son concours aux examens et investigations jugés utiles par la Commission.

Faute par lui de se conformer dans les quinze jours à une sommation à cette fin par lettre recommandée à la poste, la Commission médicale peut débouter le requérant de sa demande.

Art. 8.

Le président de la Commission médicale ou son suppléant signe les décisions prises par la Commission ensemble avec le secrétaire de la Commission, qui dresse procès-verbal de la réunion de la Commission médicale et qui veille à la notification de la décision au requérant par lettre recommandée selon les dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 de la loi.

Art. 9.

(Règl. g.-d. du 28 octobre 2013) «Dès que la décision d'attribution de la qualité de salarié handicapé prise par la Commission médicale est devenue définitive, le salarié handicapé est tenu à se faire inscrire au service en charge du développement de l'emploi et de la formation et au service des salariés handicapés de l'Agence pour le développement de l'emploi ou auprès de l'une de ses agences.» Le service établit un certificat d'inscription qui est transmis conjointement avec le dossier que la Commission médicale transmettra à la Commission d'orientation et de reclassement aux fins de prise de décision au sens du paragraphe 1^{er} de l'article 6 de la loi et pour déterminer les mesures à prendre en faveur des «salariés»¹ handicapés conformément à l'article 8 de la loi.

Le dossier transmis à la Commission d'orientation et de reclassement comprend toutes les informations et pièces justificatives produites par le requérant et permettant à la commission de prendre ses décisions quant à l'orientation et au reclassement professionnel des «salariés»¹ handicapés sur le marché du travail et dans un atelier protégé ainsi que de déterminer les mesures à proposer au directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² en conformité avec l'article 8 de la loi, à savoir notamment:

- la demande en reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé établie par le requérant ou son représentant avec la décision définitive de la Commission médicale portant reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé,
- le certificat d'inscription établi par le service des «salariés»¹ handicapés,
- les pièces justificatives libellées au paragraphe 1^{er} de l'article 5 du présent règlement grand-ducal.

Section 3. Procédure en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées

Art. 10.

(1) La demande en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées est formée par écrit sur un formulaire délivré par la Commission médicale et sera accompagnée des pièces justificatives suivantes:

1° un certificat de naissance ou une attestation équivalente établissant que le requérant est âgé de dix-huit ans au moins au moment de l'introduction de sa demande en obtention du revenu,

1 Modifié par le règl. g.-d. du 28 octobre 2013.

2 Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

- 2° des pièces renseignant sur la diminution de la capacité de travail et l'état de santé général du requérant
- un rapport médical récent et détaillé établi par le médecin traitant, précisant les causes présumées de l'incapacité de travail du requérant, établissant que la déficience a été acquise avant l'âge de 65 ans et comportant le cas échéant des précisions quant à son état de santé et quant à l'évolution prévisible de son état de santé
 - un bilan médical récent et détaillé établi par le médecin du travail de «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹, portant indication du taux de la diminution de la capacité de travail du requérant et établissant que le requérant présente un état de santé qui est tel que tout effort s'avère contre-indiqué; au cas où le requérant serait un demandeur d'emploi,
- 3° un certificat de nationalité ou une attestation équivalente,
- 4° des pièces attestant de la qualité de représentant légal si le requérant a besoin d'être représenté dans ses actes,
- 5° (Règl. g.-d. du 28 octobre 2013) «un certificat de résidence datant de moins de trois mois délivré par la commune de résidence du requérant et établissant que le requérant y est domicilié et y réside effectivement. En outre, le requérant doit:
- rapporter la preuve d'un droit de séjour de plus de trois mois, conformément aux dispositions des articles 6 et 7 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, s'il est ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou d'un Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ou de la Confédération suisse;
 - rapporter la preuve qu'il était en séjour régulier au Luxembourg pendant la période de cinq ans, prise en considération, conformément au paragraphe 2, alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi, s'il est ressortissant d'un Etat autre que ceux visés à l'alinéa ci-avant.»

(2) La Commission médicale peut se faire communiquer par le requérant ou par un expert toute pièce qu'elle juge utile ou indispensable pour se prononcer sur la diminution de la capacité de travail et sur l'état de santé du requérant.

Elle peut demander par l'intermédiaire du médecin inspecteur de la division de la santé au travail du ministre ayant la Santé dans ses attributions tous les documents médicaux nécessaires au médecin de travail compétent en vue de se prononcer sur les critères médicaux libellés aux points b) et c) du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi.

(3) La demande en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées doit être signée et datée par le requérant ou son représentant. Si le requérant a besoin d'être représenté dans ses actes, la demande sera signée par son représentant légal ou par l'administrateur légal.

Art. 11.

(1) Les organismes de la sécurité sociale compétents, de même que le Fonds national de solidarité sont tenus de fournir à la Commission médicale les renseignements qu'ils détiennent et qui sont nécessaires à la Commission médicale pour se prononcer sur la demande en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées conformément aux points b) et c) du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi.

(2) Le requérant est tenu de prêter son concours aux examens et investigations jugés utiles par la Commission. Faute par lui de se conformer dans les quinze jours à une sommation à cette fin par lettre recommandée à la poste, la Commission médicale peut débouter le requérant de sa demande.

Art. 12.

(1) Le président de la Commission médicale ou son suppléant signe les décisions prises par la Commission médicale ensemble avec le secrétaire de la Commission, qui dresse procès-verbal de la réunion de la Commission médicale et qui veille à la notification de la décision au requérant par lettre recommandée dans un délai de deux mois à partir de la date où la demande est réputée être faite.

(2) Après que la décision prise par la Commission médicale est devenue définitive, la Commission transmet sa décision ensemble avec la demande et les pièces justificatives libellées à l'article 10 ci-avant sans délai au Fonds aux fins d'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées.

Art. 13.

(1) Dès réception de la décision définitive transmise par la Commission médicale, le Fonds examine en outre si les conditions d'âge et de résidence sont remplies et décide de l'octroi ou du refus du revenu pour personnes gravement handicapées. Le Fonds informe la Commission médicale de sa décision.

(2) Le requérant du revenu pour personnes gravement handicapées est tenu de déclarer l'intégralité de ses revenus professionnels et de remplacement dont il bénéficie au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère au Fonds. Les organismes de sécurité sociale compétents sont tenus de transmettre sans délai et dès leur saisine par le Fonds, les données se rapportant aux prestations de tout ordre perçues par le requérant aux fins de permettre au Fonds de déterminer le montant du revenu pour personnes gravement handicapées.

¹ Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

Art. 14.

La restitution des sommes avancées par le Fonds au titre du revenu pour personnes gravement handicapées se fait dans les limites et selon les «garanties des articles 26, 27, 28 (2), 28 (3) et 30»¹ de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

**Chapitre 2: Le fonctionnement de la Commission d'orientation
et de reclassement professionnel des «salariés»¹ handicapés**

Section 1. Généralités

Art. 15.

1. La Commission d'orientation et de reclassement professionnel, ci-après désignée par l'abréviation «COR» se réunit aux jour, heure et lieu fixés par le président.

2. La COR établit un règlement d'ordre intérieur qui détermine notamment les modalités de convocation, de délibération et de vote de la Commission qui sera approuvé par règlement grand-ducal.

3. Hormis le cas d'urgence, les convocations sont envoyées et accompagnées des dossiers avec les pièces justificatives tels que définis à l'article 9 ci-avant et ce au moins huit jours avant la date prévue pour la réunion de la commission.

Tout membre titulaire de la Commission empêché d'assister à une session doit en aviser son suppléant et lui transmettre le dossier administratif dont il a eu communication ensemble avec la convocation.

4. Les séances de la Commission ne sont pas publiques.

Art. 16.

Les membres de la COR, les experts et le secrétaire de la Commission présents à la réunion à la demande de la Commission ont droit à une indemnité spéciale qui est fixée comme suit:

(Règl. g.-d. du 28 octobre 2013)

«

	Fonctionnaire / Employé d'Etat	Employé privé / Indépendant
Président	30 € / séance	/
Membre	25 € / séance	50 € / heure
Expert	25 € / séance	50 € / heure
Secrétaire	25 € / séance	/

»

Les membres de la COR, le secrétaire ainsi que les experts présents à la réunion bénéficient en outre du remboursement de leurs frais de route suivant les modalités fixées par le règlement grand-ducal du 5 août 1993 sur les frais de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'Etat.

Art. 17.

Les membres de la COR, les membres du secrétariat et les experts sont tenus au secret professionnel.

Art. 18.

Les missions du secrétariat de la COR pour la mise en œuvre des procédures devant la COR sont identiques à celles du secrétariat de la Commission médicale.

Section 2. Procédure d'orientation et de reclassement professionnel du «salarié»¹ handicapé

Art. 19.

Après avoir reçu communication du dossier administratif du requérant de la part du secrétaire de la Commission médicale conformément à l'article 9 ci-avant, le secrétaire de la COR accuse réception du dossier, qui est marqué de la date d'entrée auprès de la COR.

Le Président convoque les membres de la COR. Hormis le cas d'urgence, les convocations sont envoyées et accompagnées des dossiers avec les pièces justificatives tels que définis à l'article 9 ci-avant et ce au moins huit jours avant la date prévue pour la réunion de la Commission.

Tout membre titulaire de la Commission empêché d'assister à une session doit en aviser son suppléant et lui transmettre le dossier avec les pièces justificatives, dont il a eu communication ensemble avec la convocation.

Art. 20.

La COR ayant à se prononcer par une décision motivée sur l'orientation du «salarié»¹ handicapé sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé, prend sa décision sur base de la capacité de travail du requérant et sur les possibilités réelles d'intégration à l'embauche ou sur l'admission à un poste de travail du marché ordinaire ou dans un atelier protégé.

¹ Modifié par le règl. g.-d. du 28 octobre 2013.

En vue d'une orientation sur le marché ordinaire ou dans un atelier protégé, la COR pourra notamment tenir compte des éléments suivants:

- des antécédents scolaires et professionnels du «salarié»¹ handicapé,
- des souhaits exprimés par le requérant ainsi que des capacités d'adaptation intellectuelles et physiques du requérant à l'exercice et à l'apprentissage d'un métier,
- des besoins du «salarié»¹ handicapé compte tenu de la nature et du degré de son handicap, de ses capacités antérieures et résiduelles de travail, établis par le médecin traitant dans son rapport médical,
- (Règl. g.-d. du 28 octobre 2013) «du bilan médical établi par le médecin du travail de l'Agence pour le développement de l'emploi portant indication du taux de la diminution de la capacité de travail du requérant et se prononçant sur son aptitude à exercer un emploi sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé de même que sur l'évaluation de ses capacités de travail résiduelles, ainsi que sa proposition, s'il y a lieu, de mesures d'orientation vers un emploi sur le marché ordinaire ou dans un atelier protégé,»
- du bilan établi par un psychologue de travail de «l'Agence pour le développement de l'emploi»²,
- de l'appréciation d'un ou de plusieurs organismes gestionnaires des ateliers protégés concernant l'employabilité du requérant dans un atelier protégé.

Art. 21.

La COR peut se faire communiquer par le «salarié»¹ handicapé ou par un expert toute pièce qu'elle juge utile ou indispensable pour se prononcer sur l'orientation ou le reclassement professionnel du «salarié»¹ handicapé. Elle peut s'adjoindre, en cas de besoin, toutes les personnes dont le concours en raison de leur compétence ou de leur fonction lui paraît utile pour l'exécution de ses missions.

Les organismes de sécurité sociale compétents et le Fonds national de solidarité transmettent sans délai, dès leur saisine par le président de la COR, les données se rapportant aux personnes concernées que la COR a jugées utiles pour sa prise de décision en matière d'orientation et de reclassement professionnel du «salarié»¹ handicapé.

Art. 22.

Le «salarié»¹ handicapé est tenu de prêter son concours aux examens et investigations jugés utiles par la COR. Faute par lui de se conformer dans les quinze jours à compter de la date d'envoi de la sommation lui adressée à cette fin par lettre recommandée remise à la poste, la Commission peut débouter le requérant de sa demande.

Art. 23.

Le président de la COR ou son suppléant signe les décisions prises par la Commission ensemble avec le secrétaire de la Commission, qui dresse procès-verbal de la réunion de la COR et qui veille à la notification de la décision au requérant par lettre recommandée dans un délai de deux mois à compter de la date d'entrée du dossier auprès de la Commission.

Section 3. Détermination de la forme et du contenu des mesures visées à l'article 8 alinéa 4 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative «aux personnes handicapées»¹

a) Mesures d'orientation, de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles

Art. 24.

Le Directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² décide de la prise en charge financière totale ou partielle des frais d'orientation, de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles.

Les frais comprennent notamment les indemnités de réentraînement à l'effort, d'initiation, de remise au travail ainsi que d'autres frais en rapport avec ces mesures comme notamment les frais d'inscription, les frais de transport, les frais de repas, le petit matériel didactique. Le remboursement des frais se fait au candidat sur présentation d'une facture acquittée ou directement à l'institut de formation.

b) Mesures d'intégration et de réintégration professionnelles

Art. 25.

1. L'avis de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel tel que prévu par les articles 8 et 15 de la loi est fondé notamment sur un ou plusieurs critères établis ci-après, à savoir:

- la perte de rendement du «salarié»¹ handicapé due à la diminution de sa capacité de travail
- l'évolution prévisible de l'handicap
- les conditions d'adaptation du «salarié»¹ handicapé au milieu du travail
- la situation sur le marché du travail ordinaire
- le respect du quota obligatoire par l'employeur
- le respect par l'employeur de son obligation de déclarer les postes vacants auprès de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² conformément à l'article 11 (1) de la loi

¹ Modifié par le règl. g.-d. du 28 octobre 2013.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

- les efforts de maintien à l'emploi entrepris par l'employeur en faveur des «salariés»¹ handicapés
- l'existence d'un lien causal entre le poste de travail et la mesure proposée
- la nature et la durée du travail à prester
- les problèmes de mobilité et d'accessibilité du salarié
- les conclusions découlant d'une étude du poste de travail à occuper par le «salarié»¹ handicapé et d'un bilan des déficits et de la capacité résiduelle de ce dernier à établir par le médecin du travail compétent.

(Règl. g.-d. du 28 octobre 2013)

«La participation de l'Etat au salaire du salarié handicapé guidé vers le marché de travail ordinaire variera entre 40% et 100% du salaire brut, y compris la part patronale des cotisations de sécurité sociale. Pour les salariés handicapés engagés dans un atelier protégé, l'Etat participe au salaire à raison de 100% du montant, tel que déterminé au 1^{er} paragraphe de l'article 21 de la loi.»

Au cas où le «salarié»¹ handicapé aurait acquis à l'issue de sa rééducation professionnelle et de son expérience professionnelle reçue à son nouveau poste de travail, un rendement égal au rendement d'un «salarié»¹ valide, la participation aux frais de salaire est arrêtée par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², sur avis motivé de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel.

2. Le taux de participation pourra être revu périodiquement par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², sur avis conforme et motivé de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel, en fonction de l'évolution du handicap et de l'adaptation du «salarié»¹ handicapé au milieu du travail.

Pour la fixation du taux de participation, la Commission d'orientation et de reclassement peut demander, en cas de besoin, un avis de la Commission médicale portant sur l'état médical des impétrants.

En cas d'aggravation du handicap, une demande en obtention du relèvement du taux de participation pourra être introduite sur base d'une demande émanant de l'employeur, accompagnée d'un avis motivé du médecin du travail compétent.

3. Sur demande de l'employeur occupant régulièrement un nombre de «salariés»¹ handicapés supérieur aux taux d'emploi obligatoires prévus par les dispositions de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, le remboursement de la part patronale des charges de sécurité sociale sera accordé par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², sur avis de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel. Cette décision est basée notamment sur un rapport du service des «salariés»¹ handicapés de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² ayant pour objet d'établir le respect ou non par l'employeur des obligations visées par l'article 10 (2) dernier alinéa de la loi.

Sont éligibles au remboursement de la part patronale des charges de sécurité sociale, les employeurs du secteur privé et les employeurs du secteur public, exception faite de l'Etat.

c) Prise en charge des frais relatifs à l'aménagement des postes de travail et des accès au travail ainsi que des frais de transport

Art. 26.

Le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² décide de la prise en charge éventuelle par l'Etat, sur avis conforme et motivé de la COR, de tout ou partie, notamment:

- de l'aménagement des postes de travail et des accès au travail;
- de l'acquisition d'équipement professionnel et de matériel didactique;
- du remboursement des frais de transport vers le lieu de travail.

Le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² peut charger un représentant du service des «salariés»¹ handicapés ou d'un autre service concerné, pour assurer le suivi de ces mesures. Cet organisme s'assurera sur place des mesures à prendre et aura le contrôle du déroulement technique en collaboration avec l'employeur et le médecin du travail compétent.

d) Conditions et modalités de prise en charge par l'Etat des cotisations de sécurité sociale pour les «salariés»¹ indépendants handicapés

Art. 27.

L'Etat peut accorder la prise en charge des cotisations au titre de l'assurance pension complémentaire prévue à l'article 173, alinéa 3 du code des assurances sociales aux «salariés»¹ indépendants qui ont obtenu la reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé conformément à l'article 3 de la loi modifiée du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, lorsqu'ils poursuivent leur activité professionnelle sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 28.

Dans certains cas de rigueur à caractère social dûment établi, l'Etat peut prendre à sa charge, en tout ou en partie, les cotisations d'assurance obligatoire.

¹ Modifié par le règl. g.-d. du 28 octobre 2013.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

Art. 29.

Le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹ accordera la prise en charge pour la durée d'une année sur proposition de la COR.

La prise en charge est renouvelable dans les mêmes conditions.

Art. 30.

Les demandes de prise en charge sont à adresser au directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹ qui les transmet à la COR pour avis.

Les intéressés sont tenus de signaler à «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹ tout fait de nature à apporter un changement aux conditions d'attribution du bénéfice de la prise en charge par l'Etat.

Art. 31.

Les cotisations prévues à l'article 27 ci-avant sont payées par l'Etat sur base d'un extrait de compte individuel ou collectif établi par le Centre commun de la sécurité sociale.

Les cotisations prévues à l'article 28 sont remboursées par l'Etat aux ayants droit contre production des pièces justificatives.

Chapitre 3: Procédure applicable au «salarié»² handicapé, qui pour des raisons indépendantes de sa volonté n'a pas accès à un emploi salarié

Art. 32.

(1) La demande du «salarié»² handicapé visé par le dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi sera accompagnée des pièces justificatives suivantes:

- 1° une décision devenue définitive de la Commission médicale portant attribution de la qualité de «salarié»² handicapé au requérant,
- 2° une décision devenue définitive de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel quant à l'orientation du requérant sur le marché de travail ordinaire ou dans un atelier protégé,
- 3° une pièce délivrée par la commune de résidence du requérant et établissant la condition d) du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi dans le chef du requérant,
- 4° des pièces récentes établissant l'état des ressources du requérant,
- 5° une attestation délivrée par le service assurant le développement de l'emploi et de la formation de «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹ établissant que le requérant n'a pas accès à un emploi salarié pour des raisons indépendantes de sa volonté,
- 6° des pièces justifiant de la qualité d'administrateur légal ou de représentant légal si le requérant a besoin d'être représenté dans ses actes
 - si le requérant est un majeur protégé au sens des dispositions légales du Titre XI du Livre 1^{er} du Code civil, la demande sera accompagnée d'une copie du jugement ou d'un extrait du répertoire civil ou d'une attestation équivalente justifiant de la qualité de représentant légal du requérant.

(2) Le Fonds peut se faire communiquer par le requérant ou par un expert toute pièce jugée utile ou indispensable pour se prononcer sur l'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées.

(3) La demande en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées faite en application du dernier alinéa du paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi doit être signée par le requérant. Si le requérant a besoin d'être représenté dans ses actes, la demande sera cosignée par l'administrateur légal ou par son représentant légal.

Titre II: Le fonctionnement de la Commission spéciale

Art. 33.

1. (Règl. g.-d. du 28 octobre 2013) «Pour les demandes en réexamen des décisions d'orientation de la Commission d'orientation, la Commission spéciale instituée par l'article L. 527-1, paragraphe (2) du Code du travail, est complétée, au besoin et suivant les cas par:»

- un fonctionnaire de l'Etat représentant les organismes de sécurité sociale;
- un représentant des associations de mutilés de guerre ainsi que des prisonniers et déportés politiques;
- deux représentants des associations des personnes présentant un handicap de la vue et/ou de l'ouïe;
- deux représentants des associations des personnes présentant un handicap physique ou mental;
- un représentant d'une association des personnes présentant un handicap psychique;
- un représentant des associations gestionnaires des ateliers protégés visés par l'article 23 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

Il est nommé un membre suppléant pour chacun des membres titulaires susvisés.

¹ Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

² Modifié par le règl. g.-d. du 28 octobre 2013.

2. Les membres complétant la commission spéciale de réexamen sont nommés par le ministre ayant le Travail et l'Emploi dans ses attributions, sur proposition du Conseil supérieur des personnes handicapées.

3. Ils assistent aux délibérations de la commission avec voix consultative.

Art. 34.

Pour le fonctionnement de la commission spéciale susvisée, les mêmes règles que celles prévues par le règlement grand-ducal du 7 juillet 1987 concernant l'organisation et le fonctionnement de la commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'emploi en matière d'indemnisation de chômage complet sont d'application.

**Titre III: La procédure en révision devant la Commission médicale
ou devant la Commission d'orientation et de reclassement professionnel**

Art. 35.

Les demandes en révision prévues par la loi sont introduites par les requérants et traitées selon les conditions, procédures et modalités applicables aux demandes faites en application de ladite loi et du présent règlement grand-ducal.

Titre IV: Dispositions abrogatoires

Art. 36.

Sont abrogés:

- le règlement grand-ducal du 14 avril 1992 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel des travailleurs handicapés;
- le règlement grand-ducal modifié du 14 avril 1992 déterminant la forme et le contenu des mesures visées à l'article 3 paragraphes (2) et (3) de la loi du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés;
- le règlement grand-ducal du 14 avril 1992 déterminant la composition et le fonctionnement de la Commission spéciale chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière de travailleurs handicapés;
- le règlement grand-ducal du 25 novembre 1992 fixant les conditions et modalités de prise en charge par l'Etat des cotisations de sécurité sociale pour les travailleurs indépendants handicapés;
- le règlement grand-ducal du 7 juin 2000 portant modification du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 déterminant la composition et le fonctionnement de la commission chargée du réexamen des décisions de l'Administration de l'Emploi en matière de travailleurs handicapés.

Titre V: Mise en vigueur et dispositions exécutoire et de publication

Art. 37.

Le présent règlement grand-ducal entrera en vigueur le quatrième jour de sa publication au Mémorial.

Art. 38.

Notre Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi que Notre Ministre du Travail et de l'Emploi sont chargés de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées et portant modification

1. de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat,
2. de la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé,
3. de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum,
4. de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant
 1. création d'un fonds pour l'emploi;
 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet,
5. de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales,
6. de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie,
7. de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois,
8. de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension et
9. du Code des assurances sociales,

(Mém. A - 144 du 29 septembre 2003, p. 2938; doc. parl. 4827)

modifiée par:

Loi du 28 novembre 2006

(Mém. A - 207 du 6 décembre 2006, p. 3584; doc. parl. 5518; Dir. 2000/43/CE et 2000/78/CE)

Loi du 16 décembre 2011.

(Mém. A - 272 du 27 décembre 2011, p. 4880; doc. parl. 6161)

Texte coordonné au 27 décembre 2011

Version applicable à partir du 31 décembre 2011

Chapitre 1^{er}. Dispositions générales

Art. 1^{er}.

(1) A la qualité de «salarié»¹ handicapé au sens de la présente loi, toute personne qui présente une diminution de sa capacité de travail de trente pour cent au moins, survenue par suite

- d'un accident de travail auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois,
- d'événements de guerre ou de mesures de l'occupant,
- d'une déficience physique, mentale, sensorielle ou psychique et/ou en raison de difficultés psychosociales aggravant la déficience,

et qui est reconnue apte à exercer un emploi salarié sur le marché du travail ordinaire ou dans un atelier protégé.

(Loi du 16 décembre 2011)

«Cette qualité peut être reconnue aux ressortissants luxembourgeois ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ou de la Confédération suisse, aux personnes qui sont reconnues apatrides sur base de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, aux réfugiés au sens de la Convention relative au statut des réfugiés, faite à Genève, le 28 juillet 1951 ainsi qu'aux ressortissants de pays tiers qui travaillent auprès d'une entreprise légalement établie sur le territoire luxembourgeois ou qui bénéficient d'un droit de séjour sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg, qui y sont domiciliés, qui y résident effectivement, et qui, tout en étant disponibles pour un emploi, remplissent les conditions pour exercer une activité professionnelle au Grand-Duché.»

(2) Peut prétendre au revenu pour personnes gravement handicapées, la personne qui remplit toutes les conditions suivantes:

- a) être âgée de 18 ans au moins
- b) présenter une diminution de la capacité de travail de trente pour cent au moins par suite d'une déficience physique, mentale, sensorielle ou psychique et/ou en raison de difficultés psychosociales aggravant la déficience; la déficience doit être acquise avant l'âge de 65 ans

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

- c) présenter un état de santé qui est tel que tout effort de travail s'avère contre-indiqué ou dont les compétences de travail sont si réduites qu'il s'avère impossible d'adapter un poste de travail dans le milieu ordinaire ou protégé à ses besoins

(Loi du 16 décembre 2011)

- «d) bénéficiaire du droit de séjour sur le territoire du Grand-duché de Luxembourg, y être domiciliée et y résider effectivement.»

(Loi du 16 décembre 2011)

«La personne qui n'est pas un ressortissant du Grand-Duché de Luxembourg ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ou de la Confédération suisse et qui n'est pas reconnue apatride sur base de la Convention relative au statut des apatrides faite à New York le 28 septembre 1954, ni reconnue réfugiée au sens de la Convention relative au statut des réfugiés, faite à Genève, le 28 juillet 1951, doit avoir résidé au Grand-Duché de Luxembourg pendant cinq ans au moins au cours des vingt dernières années. Ne sont pas visés par cette condition de résidence les membres de la famille du ressortissant luxembourgeois, du ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou d'un autre Etat ayant adhéré à l'Accord sur l'Espace Economique Européen ou de la Confédération suisse, définis par la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et quelle que soit leur nationalité.»

Par dérogation aux conditions prévues aux points a), b) et c), peut également prétendre au revenu pour personnes gravement handicapées, la personne reconnue «salarié»¹ handicapé, qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, n'a pas accès à un emploi salarié et dispose de ressources d'un montant inférieur à celui du revenu pour personnes gravement handicapées, fixé à l'article 25 ci-après.

Art. 2.

Les demandes en reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé et/ou les demandes en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées visées aux paragraphes (1) et (2) de l'article 1^{er} doivent être adressées à la Commission médicale prévue à l'article 32.

La demande est réputée faite à la date du dépôt, à condition qu'elle soit signée et accompagnée des pièces justificatives requises déterminées par règlement grand-ducal.

Art. 3.

(1) La Commission médicale instruit les demandes en reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé et les demandes en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées, conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, paragraphes (1) et (2). (Loi du 16 décembre 2011) «Si au cours de l'instruction des demandes en reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé et des demandes en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées, et avant de prendre une décision sur le fond des demandes, la Commission médicale s'aperçoit que le requérant s'est trompé sur l'objet de sa demande, elle l'en informera tout en lui indiquant les démarches à entreprendre et les pièces à communiquer en vue de la requalification de la demande. La communication desdites démarches et pièces par le requérant à la Commission médicale vaut introduction de la nouvelle demande.»

(Loi du 16 décembre 2011) «La Commission médicale» décide de l'octroi ou du refus de la reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé ou elle prend une décision relative à la diminution de la capacité de travail et à l'état de santé de la personne ayant introduit une demande en obtention du revenu pour personnes gravement handicapées visée aux alinéas 1 et 2 du paragraphe (2) de l'article 1^{er}.

Pour l'instruction des demandes, la Commission médicale peut faire intervenir des experts et a le droit de se faire communiquer par des organismes publics toute pièce qu'elle juge utile ou indispensable à une analyse exhaustive de la situation du candidat.

Elle peut interroger le requérant sur les faits et circonstances susceptibles d'avoir entraîné la diminution de sa capacité de travail. Elle peut entendre des tierces personnes à titre de renseignement.

(2) La Commission médicale détermine la diminution de la capacité de travail du requérant et se prononce sur ses capacités de travail résiduelles et sur son état de santé. Elle prend sa décision dans un délai de deux mois à partir de la date où la demande est réputée être faite.

Pour la détermination de la diminution de la capacité de travail du requérant, la Commission médicale se réfère aux capacités de travail d'une personne valide de même âge.

La reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé et l'octroi du revenu pour personnes gravement handicapées présupposent en principe une stabilisation suffisante de l'état du requérant d'un point de vue médical. A défaut de pareille stabilisation, la Commission médicale sursoit à statuer. Elle se ressaisira d'office du dossier dans un délai à déterminer selon l'état du demandeur et statuera à la fois sur la stabilisation de l'état de l'intéressé et le fond de la demande. Toutefois, la qualité de «salarié»¹ handicapé peut être reconnue à titre transitoire et avant la stabilisation médicale dans les cas où l'état du salarié permet ou exige la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des mesures visées à l'article 8 qui suit.

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

(3) Au cas où la Commission médicale décide de la reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé, elle transmet le dossier de la personne reconnue «salarié»¹ handicapé à la Commission d'orientation et de reclassement professionnel définie à l'article 33. Elle informe le requérant de sa décision par lettre recommandée dans un délai de deux mois à partir de la date où la demande est réputée être faite.

Au cas où la Commission médicale décide le refus ou le retrait de la qualité de «salarié»¹ handicapé, elle notifie sa décision au requérant par lettre recommandée dans un délai de deux mois à partir de la date où la demande est réputée être faite. La décision de refus ou de retrait doit être motivée par la Commission médicale.

(4) La Commission médicale établit si le requérant suffit aux conditions spécifiées aux points b) et c) du paragraphe 2 de l'article 1^{er} pour l'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées. Elle transmet sa décision y relative au Fonds national de solidarité.

(5) Sauf en ce qui concerne les décisions de refus, la Commission médicale examine périodiquement si les conditions à la base de sa décision sont toujours remplies.

(6) En cas d'intervention d'un changement fondamental des faits et des circonstances liés à la capacité de travail du requérant, la décision portant refus ou retrait de la qualité de «salarié»¹ handicapé et la décision relative à la diminution de la capacité de travail et à l'état de santé du requérant peuvent faire l'objet d'une demande en révision.

La demande en révision est introduite par le requérant ou son tuteur auprès de la Commission médicale. Elle doit être accompagnée des pièces justificatives requises déterminées par règlement grand-ducal.

Aucune décision de la Commission médicale ne peut faire l'objet d'une demande en révision ni au cours de l'instance engagée sur les recours prévus à l'article 7, ni avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de la notification d'une première décision devenue définitive.

La décision relative à la demande en révision est prise conformément à la procédure prévue aux paragraphes 1 à 3 ci-avant.

Art. 4.

Toute personne reconnue «salarié»¹ handicapé est tenue à se faire inscrire (*Loi du 16 décembre 2011*) «au service de placement et» au service des «salariés»¹ handicapés de l'Agence pour le développement de l'emploi ou à une de ses agences, service défini à l'article 31.

Art. 5.

(1) Si le «salarié»¹ handicapé n'a pas accès à un emploi salarié pour des raisons indépendantes de sa volonté, le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² transmet le dossier avec les pièces justificatives déterminées par règlement grand-ducal en vue de l'obtention du revenu pour personnes gravement handicapées au Fonds national de solidarité.

(2) Le «salarié»¹ handicapé, qui refuse d'occuper un poste de travail qui lui est offert et qui correspond à ses aptitudes de travail, perd le bénéfice du revenu pour personnes gravement handicapées.

Art. 6.

(1) La Commission d'orientation et de reclassement professionnel appelée ci-après la «Commission d'orientation», décide de guider la personne reconnue «salarié»¹ handicapé vers le marché du travail ordinaire ou vers les ateliers protégés reconnus comme tels conformément aux dispositions de l'article 23.

(2) La Commission d'orientation peut entendre le candidat lui-même ou, à titre de renseignement, des tierces personnes.

Elle peut faire intervenir des experts ou se faire communiquer par des organismes publics toute pièce nécessaire qu'elle juge utile ou indispensable à une analyse exhaustive de la situation du candidat.

(3) En cas d'intervention d'un changement fondamental des faits et des circonstances liés à la capacité de travail du requérant, la décision portant orientation du «salarié»¹ handicapé vers le marché du travail ordinaire ou vers les ateliers protégés peut faire l'objet d'une demande en révision.

La demande en révision est introduite par le requérant ou son tuteur auprès de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel. Elle doit être accompagnée des pièces justificatives requises déterminées par règlement grand-ducal.

Aucune décision de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel ne peut faire l'objet d'une demande en révision ni au cours de l'instance engagée sur les recours prévus à l'article 7, ni avant l'expiration d'un délai de six mois à partir de la notification d'une première décision devenue définitive.

La décision relative à la demande en révision est prise conformément à la procédure prévue aux paragraphes 1 et 2 ci-avant.

Art. 7.

(1) (*Loi du 16 décembre 2011*) «La décision d'orientation de la Commission d'orientation peut faire l'objet d'un réexamen devant la commission spéciale instituée par l'article L.527-1, paragraphe (2) du Code du travail.»

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

La demande en réexamen doit être introduite par lettre recommandée, sous peine de forclusion, avant l'expiration d'un délai de quarante jours à dater de la notification de la décision.

La commission spéciale est complétée par des représentants d'associations privées ayant pour but la sauvegarde des intérêts des accidentés du travail, des mutilés de guerre et des prisonniers et déportés politiques ainsi que des personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel ou psychique et des associations gestionnaires des ateliers protégés au sens de l'article 23, qui pourront assister aux délibérations avec voix consultative. Il sera nommé un suppléant à chaque représentant des associations privées précitées.

La composition et le fonctionnement de cette commission élargie sont déterminés par règlement grand-ducal.

La commission spéciale rend sa décision endéans un délai de trois mois à partir du jour de sa saisine.

(2) (*Loi du 16 décembre 2011*) «Contre les décisions de refus ou de retrait du statut de salarié handicapé et les décisions relatives à la diminution de la capacité de travail et à l'état de santé prises par la Commission médicale, ainsi que contre les décisions prises par la commission spéciale et contre la décision prise par le Fonds national de solidarité visée à l'article 28, un recours est ouvert au requérant débouté, qui est porté devant le Conseil arbitral des assurances sociales; il n'a pas d'effet suspensif. Il doit être formé, sous peine de forclusion, dans un délai de quarante jours à dater de la notification de la décision attaquée.»

(3) L'appel contre les décisions du Conseil arbitral est porté devant le Conseil supérieur des assurances sociales selon les règles tracées par les lois et règlements en vigueur pour le contentieux en matière d'accidents de travail; il n'a pas d'effet suspensif.

(4) La procédure à suivre et les frais de justice sont régis par le règlement grand-ducal du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du Code des assurances sociales la procédure à suivre devant le Conseil arbitral et le Conseil supérieur des assurances sociales, ainsi que les délais et frais de justice.

Un règlement grand-ducal pourra adapter les procédures visées aux paragraphes (2) et (3) qui précèdent aux particularités de la matière régie par la présente loi.

Chapitre 2. «Salariés»¹ handicapés guidés vers le marché du travail ordinaire

Art. 8.

La Commission d'orientation peut proposer au directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², selon l'âge du candidat, le degré ou la nature de son handicap, et sur le vu de ses capacités antérieures et résiduelles de travail, des mesures d'orientation, de formation, de rééducation, d'intégration ou de réintégration professionnelles, des mesures d'initiation ou des stages d'adaptation ou de réadaptation au travail pour ce «salarié»¹.

Sur proposition de la Commission d'orientation, le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² ou le fonctionnaire délégué par lui à cet effet fixe les mesures à prendre en vue de l'intégration ou de la réintégration professionnelles du candidat guidé vers le marché du travail ordinaire.

Aux fins d'exécution des mesures retenues ci-avant, il saisit le service des «salariés»¹ handicapés, qui peut s'adjoindre des experts.

La forme et le contenu de ces mesures, qui peuvent comporter notamment l'attribution d'une participation au salaire, visée à l'article 15, d'une participation aux frais de formation, d'une prime d'encouragement ou de rééducation, la prise en charge des frais relatifs à l'aménagement des postes de travail et des accès au travail, la participation aux frais de transport ou la mise à disposition d'équipements professionnels adaptés, sont déterminés par règlement grand-ducal, à prendre sur avis du Conseil d'Etat et de l'assentiment de la Conférence des présidents de la Chambre des députés.

(*Loi du 28 novembre 2006*)

«(5) L'employeur prendra les mesures appropriées, en fonction des besoins dans une situation concrète, pour permettre à un «salarié»¹ handicapé d'accéder à un emploi, de l'exercer ou d'y progresser, ou pour qu'une formation lui soit dispensée, sauf si ces mesures imposent à l'employeur une charge disproportionnée.

Cette charge n'est pas disproportionnée lorsqu'elle est compensée de façon suffisante par les mesures prévues à l'article 26 du règlement grand-ducal du 7 octobre 2004 portant exécution du paragraphe (4) qui précède.»

Art. 9.

Si le «salarié»¹ handicapé refuse d'occuper un poste qui correspond à ses aptitudes de travail et qui lui a été assigné ou s'il refuse de se soumettre aux mesures d'orientation, de formation ou de rééducation décidées par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², il perd ses droits à un des postes réservés aux «salariés»¹ handicapés par l'article 10.

La décision afférente du directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² sera notifiée à l'intéressé par lettre recommandée à la poste.

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

Art. 10.

(1) L'Etat, les communes, les établissements publics et la société nationale des chemins de fer luxembourgeois sont tenus d'employer à temps plein des «salariés»¹ reconnus comme «salariés»¹ handicapés, dans la proportion de 5% de l'effectif total de leur personnel occupé en qualité de fonctionnaires ou de salariés liés par un contrat de travail et à condition qu'ils remplissent les conditions générales de formation et d'admission légales ou réglementaires.

Des dérogations aux conditions générales de formation et d'admission visées à l'alinéa qui précède peuvent être consenties pour l'emploi de «salariés»¹ handicapés par respectivement le ministre ayant dans ses attributions la Fonction publique, le ministre ayant dans ses attributions l'Intérieur, le ministre ayant dans ses attributions les Transports ou le ministre ayant dans ses attributions l'établissement public concerné.

(2) Tout employeur du secteur privé occupant au moins 25 salariés est tenu d'employer à temps plein au moins un «salarié»¹ reconnu comme «salarié»¹ handicapé, si «l'Agence pour le développement de l'emploi»² se trouve saisie d'une demande d'emploi émanant d'un «salarié»¹ handicapé répondant à l'aptitude requise dans l'entreprise.

Tout employeur du secteur privé occupant au moins 50 salariés est tenu d'employer à temps plein, dans la proportion de 2% de l'effectif de ses salariés, des «salariés»¹ reconnus comme «salariés»¹ handicapés, si «l'Agence pour le développement de l'emploi»² se trouve saisie de demandes d'emploi en nombre suffisant émanant de «salariés»¹ handicapés répondant à l'aptitude requise dans l'entreprise.

Tout employeur du secteur privé occupant au moins 300 salariés est tenu d'employer à temps plein, dans la proportion de 4% de l'effectif de ses salariés, des «salariés»¹ reconnus comme «salariés»¹ handicapés, si «l'Agence pour le développement de l'emploi»² se trouve saisie de demandes d'emploi en nombre suffisant émanant de «salariés»¹ handicapés répondant à l'aptitude requise dans l'entreprise.

Pour les entreprises à établissements multiples, cette obligation d'emploi s'applique pour chaque établissement pris isolément.

Au cas où les employeurs occupent un nombre de «salariés»¹ handicapés supérieur aux taux d'emploi obligatoires par les dispositions de la présente loi, ils bénéficient de l'exemption de la part patronale des charges de sécurité sociale qui sont prises en charge par le budget de l'Etat.

(3) Pour le calcul du nombre de postes réservés aux «salariés»¹ handicapés visés aux paragraphes 1^{er} et 2, il sera tenu compte et des personnes ayant obtenu la reconnaissance de «salarié»¹ handicapé au titre de la présente loi et des «salariés»¹ handicapés déjà en place, assimilés aux premiers par décision de la Commission d'orientation.

Pour la computation du nombre des postes à réserver, les chiffres atteignant et dépassant la demie sont à arrondir vers le haut, les autres sont à négliger.

Art. 11.

(1) Les employeurs assujettis à l'obligation d'emploi conformément aux dispositions des paragraphes 1^{er} et 2 de l'article 10 sont tenus de déclarer à «l'Agence pour le développement de l'emploi»² les postes devenus vacants et les emplois à occuper par des personnes handicapées avec, le cas échéant, une proposition de réemploi d'un autre «salarié»¹ handicapé.

(2) Les emplois à occuper par des personnes handicapées sont enregistrés par «l'Agence pour le développement de l'emploi»² après consultation des chefs d'entreprise. Pour garder un droit à un poste disponible dans le service ou l'entreprise dans lesquels elles étaient occupées, les personnes handicapées d'un service public ou d'une entreprise privée doivent satisfaire aux conditions exigées pour la reconnaissance de «salarié»¹ handicapé et comptent pour parfaire le nombre de postes obligatoirement réservés.

(3) L'assignation d'un poste de «salarié»¹ handicapé tant dans le secteur public que privé doit se faire en collaboration avec le service des «salariés»¹ handicapés de «l'Agence pour le développement de l'emploi»².

Art. 12.

En cas de refus d'un employeur du secteur privé d'embaucher le nombre prescrit de handicapés, une taxe de compensation équivalant à 50% du salaire social minimum est à verser chaque mois au Trésor public par ledit employeur. Cette taxe est due aussi longtemps que dure le refus et pour chaque «salarié»¹ handicapé non embauché.

Art. 13.

Le salaire du «salarié»¹ handicapé ne peut être inférieur à celui qui résulte de l'application des dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles.

(Loi du 28 novembre 2006)

«La fixation de la rémunération interviendra indépendamment et sans prise en considération du montant des rentes accidents versées à l'intéressé par l'Association d'assurance contre les accidents et/ou l'Office des dommages de guerre.

Lesdites rentes sont à payer intégralement aux bénéficiaires, elles ne doivent en aucun cas être déduites de la rémunération des «salariés»¹ handicapés, ni être réduites d'une autre manière au détriment de leurs bénéficiaires.»

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

Art. 14.

Les «salariés»¹ indépendants qui ont obtenu la reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé et qui sont disposés à poursuivre leur activité professionnelle, peuvent bénéficier, sous les conditions à déterminer par règlement grand-ducal, de l'exemption totale ou partielle des charges de sécurité sociale qui sont prises en charge par le budget de l'Etat.

Art. 15.

Une participation de l'Etat au salaire du «salarié»¹ handicapé peut être allouée sur avis de la Commission d'orientation par le Directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»² aux employeurs du secteur privé et du secteur communal, aux établissements publics ainsi qu'à la société nationale des chemins de fer luxembourgeois.

La participation au salaire est fixée notamment en fonction de la perte de rendement du «salarié»¹ handicapé due à la diminution de sa capacité de travail et peut être limitée dans le temps. Elle ne peut être inférieure à quarante pour cent et peut être portée jusqu'à cent pour cent du salaire versé au «salarié»¹ handicapé, y compris la part patronale des cotisations de sécurité sociale.

Le taux de la participation au salaire peut être adapté périodiquement par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², sur avis de la Commission d'orientation, compte tenu notamment de l'évolution du handicap et/ou de l'adaptation du «salarié»¹ handicapé au milieu du travail.

Art. 16.

(1) (Loi du 16 décembre 2011) «Au cas où le directeur de l'Agence pour le développement de l'emploi, sur avis de la Commission d'orientation, décide des mesures d'orientation, de formation, de rééducation, d'intégration ou de réintégration professionnelles, ou des mesures d'initiation ou de stage, les frais sont à supporter par l'Etat pour les personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel ou psychique, ainsi que pour les invalides de guerre dans les limites prévues par la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre.»

(2) L'employeur collabore à la rééducation professionnelle en mettant à la disposition des intéressés son matériel, ses installations et son outillage courant.

Chapitre 3. «Salariés»¹ handicapés guidés vers les ateliers protégés**Art. 17.**

Est guidé vers les ateliers protégés, tout «salarié»¹ handicapé qui, en raison de ses capacités de travail réduites, ne suffit pas ou pas encore aux exigences et contraintes du marché du travail ordinaire. Les modalités et critères permettant de guider le «salarié»¹ handicapé vers le marché du travail ordinaire ou vers les ateliers protégés peuvent être précisés par règlement grand-ducal.

Art. 18.

Pour le «salarié»¹ handicapé guidé vers les ateliers protégés, les responsables de l'atelier protégé définissent les mesures permettant l'emploi du «salarié»¹ handicapé dans des conditions adaptées à ses besoins et les mesures d'insertion professionnelle, d'accompagnement et de suivi du «salarié»¹ handicapé sur le marché du travail ordinaire.

Art. 19.

(1) La loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail est applicable à l'engagement du «salarié»¹ handicapé dans un atelier protégé sous réserve des dérogations fixées par la présente loi pour tenir compte des besoins spécifiques de la personne handicapée.

(2) Le contrat de travail doit comporter les mentions suivantes:

- l'engagement de l'atelier protégé à assurer au «salarié»¹ handicapé une mise au travail dans des conditions d'emploi adaptées à ses besoins et possibilités;
- l'engagement de l'atelier protégé à promouvoir l'accession du «salarié»¹ handicapé à des emplois sur le marché du travail ordinaire et à assurer, le cas échéant, son suivi en milieu ordinaire;
- l'engagement de l'atelier protégé à réemployer le «salarié»¹ handicapé qui a été placé par ses soins sur le marché du travail ordinaire et pour qui l'insertion en milieu ordinaire s'avère être insatisfaisante;
- l'engagement du «salarié»¹ handicapé ou de son représentant légal à rester disponible pour le marché du travail ordinaire et à participer aux mesures d'insertion proposées par l'atelier protégé ou par «l'Agence pour le développement de l'emploi»².

(3) Sous réserve de l'application des dispositions de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, le contrat cesse de plein droit:

- le jour du retrait de la reconnaissance de la qualité de «salarié»¹ handicapé à la personne handicapée;

(Loi du 16 décembre 2011)

«– le jour où la confirmation de la décision de réorientation vers le marché du travail ordinaire est notifiée au salarié handicapé et à l'employeur par la Commission d'orientation ou par les juridictions compétentes.»

1 Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

2 Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

(4) Dans le cas du «salarié»¹ handicapé se trouvant en régime de tutelle, conformément aux dispositions prévues par le Code civil au titre XI qui traite de la majorité et des majeurs qui sont protégés par la loi, le tuteur de la personne majeure protégée par la loi signe le contrat de travail.

Art. 20.

(1) La durée hebdomadaire normale du travail dans les ateliers protégés est de quarante heures, à moins que la durée effective de travail dans les organismes et structures concernés ne soit fixée différemment par une disposition légale, réglementaire ou par convention. Au cas où le «salarié»¹ handicapé ne peut respecter l'horaire de travail dans l'atelier protégé en raison des horaires des moyens de transport en commun qu'il utilise, la durée du transport journalier peut être incluse dans la durée de travail jusqu'à concurrence du nombre des heures de travail fixées dans le contrat de travail de la personne handicapée.

(2) On entend par durée du travail dans les ateliers protégés, le temps durant lequel le «salarié»¹ handicapé est à la disposition de l'atelier protégé.

Par dérogation à la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés, à la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée du travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie et à la loi du 23 mars 2001 concernant la protection des jeunes «salariés»¹, la durée du travail dans les ateliers protégés inclut la durée des activités socio-pédagogiques et thérapeutiques exercées durant les heures de travail sur le lieu de travail. Il en est de même pour le temps durant lequel le «salarié»¹ handicapé participe à des stages en entreprise non rémunérés par l'entreprise d'affectation et organisés par l'atelier protégé.

Art. 21.

(1) (Loi du 16 décembre 2011) «Le salarié handicapé bénéficie dans l'atelier protégé d'un salaire dont le montant est égal au taux horaire du salaire social minimum déterminé en application du Livre II, Titre II, Chapitre II du Code du travail, multiplié par le nombre d'heures de travail fixé dans le contrat de travail entre le salarié handicapé et l'atelier protégé.

L'État participe au salaire du salarié engagé dans un atelier protégé à raison de 100 pour cent du montant, tel que déterminé à l'alinéa qui précède, augmenté des charges sociales.»

(2) L'atelier protégé peut payer au «salarié»¹ handicapé une prime ou un autre avantage en espèces, en dehors du salaire qui est dû au «salarié»¹ en application de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum. La prime ou l'avantage en espèces est à financer par l'atelier protégé.

(3) Par dérogation à la loi modifiée du 12 juillet 1895 concernant le paiement des salaires des ouvriers, le salaire est payé une fois par mois par l'atelier protégé au «salarié»¹ handicapé.

Art. 22.

En cas de cessation des relations d'emploi avec l'atelier protégé, le «salarié»¹ handicapé sans emploi a droit à l'octroi d'une indemnité de chômage complet, pourvu qu'il réponde aux conditions d'admission déterminées au titre 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet.

Art. 23.

(1) Est reconnu comme «atelier protégé» au sens de la présente loi, tout établissement, créé et géré par tout organisme à vocation sociale et économique, qui remplit les conditions suivantes:

- permettre aux personnes qui se sont vu reconnaître la qualité de «salarié»¹ handicapé d'exercer au sein d'une unité économique de production une activité professionnelle salariée dans des conditions adaptées à leurs possibilités;
- promouvoir l'accès des «salariés»¹ handicapés à des emplois sur le marché du travail ordinaire et organiser à cette fin des mesures d'insertion professionnelle, d'accompagnement et de suivi sur le marché du travail ordinaire;
- disposer de l'agrément du ministre ayant la Famille dans ses attributions.

L'agrément est accordé conformément aux dispositions de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique.

(2) Tout atelier protégé est soumis à la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Art. 24.

(1) En vertu des dispositions de l'article 13 de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, le ministre ayant dans ses attributions la Famille est autorisé à participer aux frais d'investissement des ateliers protégés qui ont obtenu son agrément.

(2) Le ministre ayant dans ses attributions le Travail est autorisé à participer aux frais de fonctionnement des ateliers protégés agréés d'après les mêmes règles que celles prévues aux articles 11 et 12 de la prédite loi du 8 septembre 1998.

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

Chapitre 4. Revenu pour personnes gravement handicapées

Art. 25.

Le revenu mensuel est fixé à 160,99 euros pour une personne gravement handicapée au sens de l'article 1^{er}, paragraphe 2. Le montant précité correspond au nombre cent de l'indice pondéré du coût de la vie au 1^{er} janvier 1948 et est adapté suivant les modalités applicables aux traitements et pensions des fonctionnaires de l'Etat.

Le montant prévu par le présent article est adapté à l'augmentation du montant du revenu minimum mensuel garanti fixé par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

(Loi du 16 décembre 2011)

«Au cas où le bénéficiaire du revenu pour personnes gravement handicapées qui habite seul doit s'acquitter d'un loyer pour le logement occupé, le revenu mensuel auquel il peut prétendre, est majoré de la différence entre le loyer effectivement versé et un montant correspondant à dix pour cent du revenu mensuel déterminé selon les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article, sans que cette majoration puisse dépasser le montant de 123,94 euros. Le montant prévisé est adapté aux montants des prestations mensuelles de revenu minimum garanti fixés par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

Les dispositions de l'alinéa ci-dessus ne sont pas applicables aux personnes qui sont bénéficiaires d'une prestation prévue par l'article 5 (5) de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.»

Art. 26.

Le revenu pour personnes gravement handicapées est suspendu jusqu'à concurrence du montant des revenus professionnels et des revenus de remplacement dont bénéficie le titulaire au titre de la législation luxembourgeoise ou étrangère et qui sont immunisés jusqu'à concurrence de 30% du revenu pour personnes gravement handicapées.

(Loi du 16 décembre 2011)

«Le revenu pour personnes gravement handicapées est intégralement mis en compte en vue de la détermination des prestations de revenu minimum garanti prévues par la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.»

Art. 27.

(1) Les bénéficiaires du revenu sont assurés obligatoirement contre le risque de la maladie.

(2) La cotisation pour l'assurance maladie est calculée sur la base du revenu moyennant le taux prévu pour les prestations de soins de santé. La part patronale de cette cotisation est imputée sur le Fonds national de solidarité.

(3) Le revenu est soumis au paiement des cotisations en matière d'assurance dépendance.

(Loi du 16 décembre 2011)

«Art. 27bis.

Le revenu pour personnes gravement handicapées est soumis au paiement des cotisations en matière d'assurance pension si le bénéficiaire justifie d'une affiliation à l'assurance pension au titre de l'article 171 du Code de la sécurité sociale de vingt-cinq années au moins. Dans ce cas, la part assuré et la part patronale sont imputées sur le Fonds national de la solidarité.»

Art. 28.

(1) Après avoir reçu communication de la décision de la Commission médicale conformément à l'article 3, paragraphe (2), le Fonds national de solidarité examine si les conditions d'âge et de résidence sont remplies et décide de l'octroi ou du refus du revenu visé au paragraphe (2) de l'article 1^{er}. Il notifie sa décision au requérant par lettre recommandée dans le délai d'un mois à partir de la date de la communication de la décision par la Commission médicale.

Le revenu est dû à partir de la date où la demande est réputée être faite.

(2) Pour les personnes visées à l'alinéa 3 du paragraphe (2) de l'article 1^{er}, le Fonds national de solidarité décide de l'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées, après avoir reçu communication du dossier par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹, conformément à l'article 5 (1). La décision est notifiée au requérant par lettre recommandée dans le délai d'un mois à partir de la date de communication du dossier par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹.

Le revenu est dû à partir de la date de communication du dossier par le directeur de «l'Agence pour le développement de l'emploi»¹ au Fonds national de solidarité.

(3) Le revenu est versé au requérant par le Fonds national de solidarité.

Art. 29.

(1) La révision de la décision d'attribution du revenu pour personnes gravement handicapées se fait selon les conditions et modalités prévues par les articles 26 et 27 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.

¹ Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

(2) Le Fonds national de solidarité réclame dans les limites à fixer par un règlement grand-ducal la restitution des sommes par lui versées à titre de revenu pour personnes gravement handicapées contre la succession du bénéficiaire au maximum jusqu'à concurrence de l'actif de la succession. (*Loi du 16 décembre 2011*) «La restitution des sommes versées par le Fonds national de solidarité à titre de revenu pour personnes gravement handicapées est garantie par l'inscription d'une hypothèque légale contre les immeubles appartenant aux bénéficiaires du revenu pour personnes gravement handicapées. Cette garantie est opérée selon les conditions et modalités prévues à l'article 30 de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti.»

Art. 30.

Le revenu pour personnes gravement handicapées est à charge du budget de l'Etat.

(*Loi du 16 décembre 2011*)

«Art. 30bis.

Ne peut prétendre aux prestations de la présente loi, la personne qui fait l'objet d'une mesure de détention préventive ou d'une peine privative de liberté, sauf pendant la période où elle est soumise au régime de la semi-liberté tel que prévu aux articles 3 à 5 de la loi du 26 juillet 1986 relative à certains modes d'exécution des peines privatives de liberté ou qu'elle bénéficie d'une suspension de la peine telle que prévue à l'article 10 de cette même loi.»

Chapitre 5. Dispositions organiques

Art. 31.

Le service des «salariés»¹ handicapés de «l'Agence pour le développement de l'emploi»², visé par l'article 28 de la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Agence pour le développement de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'Emploi est chargé des mesures d'orientation, de formation, de placement, de rééducation, d'intégration et de réintégration professionnelles des personnes reconnues comme «salarié»¹ handicapé.

Art. 32.

(1) Il est créé une Commission médicale qui se compose de:

- trois médecins ayant une spécialisation dans les domaines de la rééducation et réadaptation fonctionnelles ou de la psychiatrie;
- un médecin représentant l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale;
- un médecin représentant le ministre de la Santé.

Il est nommé un membre suppléant pour chacun des membres titulaires susvisés.

Les membres titulaires et suppléants sont nommés par le ministre ayant dans ses attributions le Travail pour une durée de quatre ans, leur mandat étant renouvelable. En cas de démission ou de décès d'un membre, son suppléant achève son mandat pour la durée en cours.

En cas de besoin, la Commission peut s'adjoindre des personnes dont le concours lui paraît utile pour l'exécution de sa mission en raison de leur compétence ou de leur fonction.

(2) La Commission médicale élit en son sein un président.

Le secrétariat de la Commission est assuré par un agent du service des «salariés»¹ handicapés de «l'Agence pour le développement de l'emploi»².

(3) La Commission médicale délibère valablement quand la majorité de ses membres sont présents. Les décisions et avis de la Commission médicale sont pris à la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 33.

(1) Il est créé une Commission d'orientation et de reclassement professionnel qui est composée de:

- deux représentants du ministre ayant dans ses attributions le Travail;
- un représentant de «l'Agence pour le développement de l'emploi»²;
- un médecin du travail;
- un psychologue spécialisé dans le domaine du handicap;
- un ergothérapeute spécialisé dans le domaine des aides techniques;
- un éducateur gradué;
- un assistant social.

Il est nommé un membre suppléant pour chaque membre titulaire.

Les membres titulaires et suppléants sont nommés par le ministre ayant dans ses attributions le Travail pour une durée de quatre ans, leur mandat étant renouvelable. En cas de démission ou de décès d'un membre, son suppléant achève son mandat pour la durée en cours.

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

En cas de besoin, la Commission peut s'adjoindre des personnes dont le concours en raison de leur compétence ou de leur fonction lui paraît utile pour l'exécution de sa mission.

(2) Un représentant du ministre ayant dans ses attributions le Travail fait fonction de président de la Commission d'orientation et de reclassement professionnel.

Le secrétariat de la Commission est assuré par un agent du service des «salariés»¹ handicapés de «l'Agence pour le développement de l'emploi»².

(3) La Commission d'orientation et de reclassement professionnel délibère valablement quand la majorité de ses membres sont présents. Les décisions et avis de la commission sont pris à la majorité des voix exprimées. En cas d'égalité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 34.

(1) Il est créé un Conseil supérieur des personnes handicapées qui est placé sous la tutelle du ministre ayant dans ses attributions la politique pour personnes handicapées.

(2) Le Conseil supérieur des personnes handicapées a les missions suivantes:

- a) assister et conseiller le ministre ayant dans ses attributions la politique pour personnes handicapées dans son travail de coordination de la politique gouvernementale en faveur des personnes handicapées;
- b) réunir à cette fin les partenaires impliqués, à savoir des personnes à besoins spéciaux, des professionnels du secteur et des membres du Gouvernement;
- c) aviser tout projet de loi ou de règlement touchant le domaine du handicap qui lui est soumis par le Gouvernement;
- d) étudier toutes les questions qui lui sont soumises par le ministre ainsi que tous les sujets qu'il juge utiles.

(3) Le Conseil supérieur des personnes handicapées comprend majoritairement des représentants des associations de personnes handicapées ou d'associations pour personnes handicapées ainsi que des représentants de l'Etat.

La présidence du Conseil supérieur revient à un représentant d'une association de personnes handicapées.

Un règlement grand-ducal précise les modalités d'organisation et de fonctionnement du Conseil supérieur des personnes handicapées.

Chapitre 6. Dispositions modificatives et abrogatoires

Art. 35.

L'article 23, I, avant-dernier alinéa de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'Etat, l'article XVIII, 2) de la loi modifiée du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie et l'article 22, dernier alinéa de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois ainsi que les dispositions correspondantes régissant les régimes de pension spéciaux définis à l'article 1^{er} de la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension sont abrogés. Ces dispositions continuent toutefois à sortir leurs effets en ce qui concerne les personnes handicapées ayant droit à la pension d'orphelin avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Art. 36.

L'article 4, alinéa 2 de la loi modifiée du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel des salariés du secteur privé est modifié comme suit:

«Un congé supplémentaire de six jours ouvrables est accordé aux invalides de guerre, aux accidentés de travail et aux personnes ayant un handicap physique, mental, sensoriel ou psychique, auxquelles a été reconnue la qualité de travailleur handicapé conformément à la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées. L'indemnité journalière du congé supplémentaire est à charge des crédits budgétaires de l'Etat.»

Art. 37.

L'article 6, alinéa 1 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum est abrogé.

Art. 38.

L'article 2, paragraphe (1) de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet est complété par le numéro suivant:

«38. La prise en charge de l'indemnité compensatoire versée aux travailleurs handicapés en vertu de l'article 45 (1) alinéa 2 de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).

Art. 39.

La loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales est modifiée comme suit:

(1) L'article 3 alinéa 4 est remplacé comme suit:

«L'allocation est pareillement maintenue jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus pour la personne atteinte depuis sa minorité d'une ou de plusieurs affections telles que définies à l'article 4, alinéa 5 et qui suit une formation adaptée à ses capacités dans un institut, service ou centre d'éducation différenciée, conformément à la loi modifiée du 14 mars 1973 portant création d'instituts et de services d'éducation différenciée ou dans tout autre établissement spécialisé agréé par le ministre ayant la Famille dans ses attributions, ou dans un établissement équivalent sis à l'étranger, pour autant que cette personne ne soit bénéficiaire ni du revenu pour travailleurs handicapés ou du revenu pour personnes gravement handicapées visés par la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées ou de revenus de toute nature égaux ou supérieurs à ce revenu, ni d'un revenu garanti ou de remplacement ou de toute prestation pour adultes handicapés prévus par un régime non luxembourgeois. Le comité-directeur peut, à titre exceptionnel et individuel, relever la limite d'âge jusqu'à concurrence de trois années au plus. Un règlement grand-ducal peut déterminer les conditions d'application des présentes dispositions.»

(2) L'article 4 alinéa 6 est remplacé comme suit:

«L'allocation spéciale supplémentaire est continuée jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus pour la personne bénéficiaire d'allocations familiales en application de l'article 3, alinéa 4, pour autant que les revenus de cette personne, y compris les allocations familiales, ne soient égaux ou supérieurs aux revenus visés à l'article 3, alinéa 4, ou ne constituent un revenu garanti ou de remplacement ou une prestation pour adultes handicapés au titre d'un régime non luxembourgeois.»

(3) Il est introduit un nouvel article 33 libellé comme suit:

«Dispositions transitoires.

Art. 33. L'ancien alinéa 4 de l'article 3 et l'ancien alinéa 6 de l'article 4 demeurent applicables pour les personnes bénéficiaires de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire au moment de l'entrée en vigueur de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.

Toutefois, ces allocations ne sont plus dues lorsque la personne handicapée est admise soit au bénéfice du revenu pour travailleurs handicapés ou du revenu pour personnes gravement handicapées visés par la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées, soit à un revenu garanti ou de remplacement ou à toute prestation pour adultes handicapés prévus par un régime non luxembourgeois.»

Art. 40.

A l'article 4 de la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de Fer luxembourgeois, est ajouté un nouveau point 7. libellé comme suit:

«7. les périodes précédant celles au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 17 du Code des Assurances sociales, pendant lesquelles le travailleur handicapé au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées n'a pas pu être occupé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un atelier protégé ainsi que les périodes se situant avant l'entrée en vigueur de cette loi au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie.»

Art. 41.

Le Code des assurances sociales est modifié comme suit:

1° L'article 1^{er}, alinéa 1 est complété par un point 19) libellé comme suit:

«19) aux travailleurs handicapés occupés dans les ateliers protégés et aux personnes bénéficiant d'un revenu pour personnes gravement handicapées au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»

2° L'article 32 est complété par un nouveau tiret libellé comme suit:

«— par parts égales à l'Etat ou l'atelier protégé et aux assurés visés à l'article 1^{er}, sous 19)»

3° L'article 85 est complété par un point 10) libellé comme suit:

«10) aux travailleurs handicapés occupés dans les ateliers protégés au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»

4° L'article 171, alinéa 1, est complété par un point 17) libellé comme suit:

«17) aux travailleurs handicapés occupés dans les ateliers protégés au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées.»

5° L'article 172, alinéa 1, est complété par un point 9) libellé comme suit:

«9) les périodes précédant celles au titre de l'article 171, alinéa 1, sous 17 pendant lesquelles le travailleur handicapé au sens de l'article 1^{er} de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées n'a pas pu être occupé, pour des raisons indépendantes de sa volonté, dans un atelier protégé ainsi que les périodes se situant avant l'entrée en vigueur de cette loi au cours desquelles l'intéressé était, après l'âge de 18 ans par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles, hors d'état de gagner sa vie.»

6° L'article 187, alinéa 1 est complété par la phrase suivante:

«Pour les personnes visées à l'article 171, alinéa 1, sous 17), est prise en compte l'activité exercée dans l'atelier protégé.»

7° L'article 240 est complété par un point 12) ayant la teneur suivante:

«12) par parts égales à l'Etat ou l'atelier protégé et aux assurés visés à l'article 171, 17).»

Art. 42.

La loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés est abrogée.

Chapitre 7. Dispositions transitoires et finales

Art. 43.

Les mesures prises depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les «salariés»¹ handicapés sont maintenues après l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception de la prime d'encouragement ou de rééducation versée aux personnes reconnues comme «salarié»¹ handicapé et occupées dans les ateliers protégés, qui sera remplacée par un salaire conformément aux dispositions de l'article 21.

Art. 44.

Par dérogation aux nombres limites inscrits dans la loi budgétaire pour l'exercice 2003, il est procédé à l'engagement de:

- deux fonctionnaires dans la carrière du rédacteur pour les besoins du service des «salariés»¹ handicapés de «l'Agence pour le développement de l'emploi»²;
- un fonctionnaire dans la carrière du rédacteur pour les besoins du Ministère du Travail et de l'Emploi.

Art. 45.

(1) Le «salarié»¹ handicapé, qui au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi est occupé dans un atelier protégé agréé par le ministre ayant dans ses attributions la Famille et qui bénéficie d'une indemnité d'insertion en vertu de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti ou d'une pension d'invalidité, d'une pension ou rente d'orphelin, ou d'un autre revenu de remplacement dus en vertu de la législation sur la sécurité sociale, touchera un salaire en remplacement des prestations citées ci-avant dès l'entrée en vigueur de la présente loi et conformément aux dispositions de l'article 21.

Au cas où les revenus du «salarié»¹ handicapé diminueraient suite à l'application des dispositions de la présente loi, une indemnité compensatoire à charge du Fonds pour l'emploi est accordée au «salarié»¹ handicapé pour parfaire la différence. Cette indemnité compensatoire est adaptée à l'indice des prix à la consommation.

(2) La personne handicapée qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, est hors d'état d'exercer un emploi salarié sur le marché du travail ordinaire ou dans un atelier protégé et qui bénéficie d'une allocation complémentaire en vertu de la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti, continuera à toucher l'allocation complémentaire jusqu'au moment où elle est admise au bénéfice du revenu pour personnes gravement handicapées.

Au cas où les revenus de la personne handicapée admise au bénéfice du revenu pour personnes gravement handicapées diminueraient suite à l'application des dispositions de la présente loi, une indemnité compensatoire à charge du Fonds national de solidarité est accordée à la personne concernée pour parfaire la différence.

Cette indemnité compensatoire est adaptée à l'indice des prix à la consommation et est soumise aux mêmes charges sociales que le revenu pour personnes gravement handicapées.

Art. 46.

Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur le premier jour du neuvième mois après leur publication au Mémorial, à l'exception de l'article 44 qui entre en vigueur le quatrième jour après la publication au Mémorial.

Art. 47.

La référence à la présente loi pourra se faire sous une forme abrégée en utilisant les termes «loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées».

¹ Modifié par la loi du 16 décembre 2011.

² Modifié implicitement par la loi du 18 janvier 2012 (Mém. A - 11 du 26 janvier 2012, p. 168).